

August 2011 – Nr. 2 – 14. Jahrgang  
Août 2011 – No. 2 – 14<sup>ème</sup> année  
Agosto 2011 – No. 2 – 14<sup>o</sup> anno

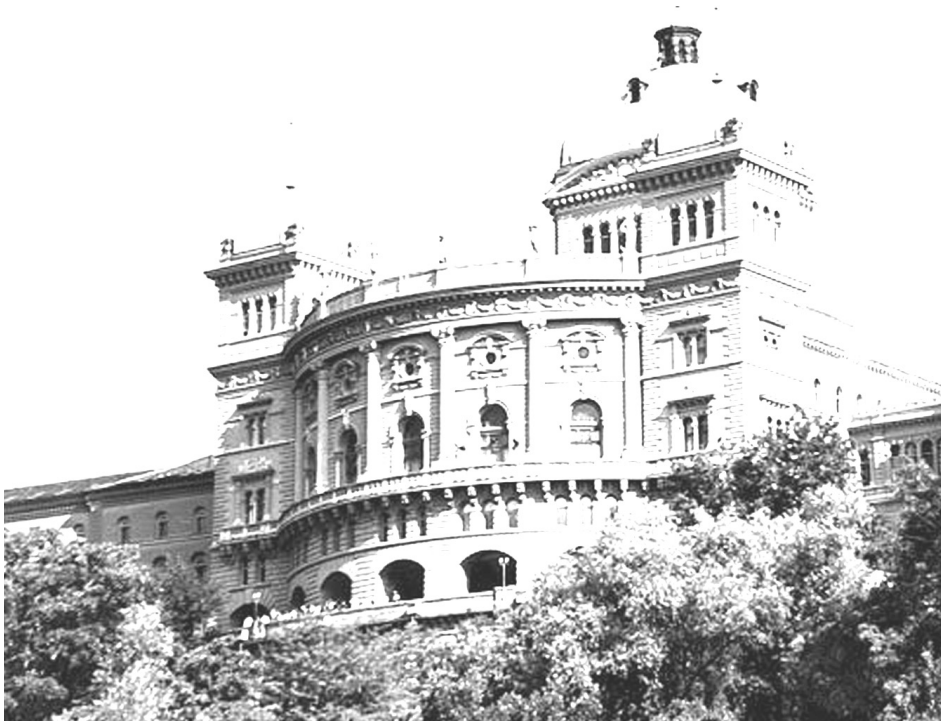


# PARLAMENT PARLEMENT PARLAMENTO

Mitteilungsblatt der Schweizerischen  
Gesellschaft für Parlamentsfragen

Bulletin d'information de la Société suisse  
pour les questions parlementaires

Bollettino d'informazione della Società  
svizzera per le questioni parlamentari



## SCHWERPUNKT – LE THÈME – IL TEMA

**2. Tagung des Forums der Parlamentsdienste in Sitten**  
**«Welche Vor- und Nachteile hat die Unabhängigkeit der Parlamentsdienste?»**  
**2<sup>e</sup> forum des services parlementaires à Sion**  
**«Autonomie et autonomisation des services parlementaires: quels avantages, quels inconvénients?»**

## MITTEILUNGEN

Kantone Basel-Stadt und Zürich



**Editorial: Le 2<sup>e</sup> Forum des services parlementaires à Sion** Seite 3

**Schwerpunkt - Le thème - Il tema**

**2. «Tagung des Forums der Parlamentsdienste in Sitten:**

**«Welche Vor- und Nachteile hat die Unabhängigkeit der Parlamentsdienste?»**

**2<sup>e</sup> forum des services parlementaires à Sion:**

**«Autonomie et autonomisation des services parlementaires: quels avantages, quels inconvénients?»**

Claude Bumann: L'indépendance des services parlementaires entre souhaits et réalité Seite 4

Claude Bumann: Die Unabhängigkeit des Parlamentsdienstes zwischen Wunsch und Wirklichkeit Seite 6

Benno Schnüriger: Entstehung der Parlamentsdienste Stadt Zürich Seite 8

Benno Schnüriger: Origine des services parlementaires de la ville de Zurich Seite 10

Berichte aus den Workshops des 2. Forums der Parlamentsdienste vom 27. Mai 2011  
Rapports des ateliers du 2<sup>e</sup> forum des services parlementaires du 27 mai 2011 Seite 12

**Mitteilungen**

Neues Proporzverfahren in Basel Stadt Seite 16

Kantonsrat Zürich: Auswertung der Daten der elektronischen Abstimmungsanlage Seite 17

**Ankündigungen – Informations – Informazione**

Jahresversammlung 2011 – Assemblée annuelle 2011 – Assemblea annuale 2011 Seite 18

**Korrespondenten – Correspondents – Corrispondenti**

**Vorstand SGP** Seite 21

**Für weitere Informationen (frühere Ausgaben dieses Heftes. Links auf kantonale und kommunale Parlamente):**  
**<http://www.sgp-ssp.net>**  
**Pour de plus amples informations (éditions antérieures du bulletin, liens aux sites des parlements cantonaux et communaux): <http://www.sgp-ssp.net>**



## Le 2<sup>e</sup> Forum des services parlementaires à Sion

Le 27 mai s'est déroulé à Sion le 2<sup>e</sup> Forum des services parlementaires. Le thème de cette journée était l'indépendance des services parlementaires entre souhaits et réalité ainsi que leur influence sur la professionnalisation des parlements.

Sion, avec ses 30'000 habitants, dispose d'un Conseil général (parlement communal) composé de 60 conseillères et conseillers élus pour 4 ans. Comme tout parlement, il traite des objets liés aux règlements communaux, au budget et à la surveillance de la gestion de la Municipalité à travers l'approbation des comptes annuels. Le Conseil général de la Ville de Sion dispose d'aucun service parlementaire, c'est l'administration communale qui est chargée de la gestion administrative des objets traités. Les procès-verbaux sont assumés par des membres du parlement, comme secrétaire du Conseil général ou rapporteur d'une commission. Il n'en est pas de même au niveau cantonal, qui dispose de son propre service parlementaire composé de 10 personnes. Proportionnellement, il en faudrait au moins 1 pour le Conseil général de la Ville de Sion. Aujourd'hui, le travail du Conseil général devient de plus en plus important, plus particulièrement pour les personnes en charge de responsabilités (président de commission, secrétaire, rapporteur). Au fil des années, le nombre de séances ne cesse de croître (25 par an). Il devient toujours plus difficile de trouver des citoyennes et des citoyens prêts à s'engager, sur le temps de leurs loisirs, en soirée, afin de débattre de «la chose publique». Un fonctionnement indépendant entre le législatif et l'exécutif se complexifie également toujours plus, j'en veux pour preuve un débat soutenu que nous avons mené à Sion pour la procédure d'approbation par le Conseil général des crédits supplémentaires engagés par l'exécutif municipal.

Les différents groupes de travail du Forum ont relevé la complexité de la mise en œuvre d'un service parlementaire indépendant et qu'il y a parfois un écart entre le désir d'indépendance et la réalité de son fonctionnement. D'une part, les aspects humains, les ressources mises à disposition et la neutralité politique d'un service parlementaire constituent les bases essentielles à son indépendance. D'autre part, les aspects législatifs qui fixent les compétences, la subordination et l'autonomie budgétaire représentent également une nécessité pour un fonctionnement indépendant.

La difficulté de séparation des pouvoirs exécutif/législatif avec parfois une position de dépendance de l'un ou de l'autre, la professionnalisation partielle des parlements ou encore la mise en place de systèmes efficaces de communication représentent les défis futurs à relever pour qu'un service parlementaire puisse assumer sa mission de manière efficace et indépendante. Le Forum a mis en évidence également la diversité des solutions trouvées que ce soit au niveau fédéral, cantonal, voire communal.

Les enjeux sont importants pour que la démocratie participative, si chère à la Suisse, perdure à travers le bon fonctionnement de nos institutions parlementaires sans que celles-ci ne deviennent à travers leur professionnalisation la réunion d'experts d'une seule cause. La qualité des services parlementaires devraient contribuer à atténuer cette dérive.

Bruno Clivaz  
Président du Conseil général de la Ville de Sion



### IMPRESSUM

Das Mitteilungsblatt der Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen erscheint 3 mal jährlich und wird durch die Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen herausgegeben.  
Sekretär der Gesellschaft: Moritz von Wyss, Leiter Parlamentsdienste Kantonsrat Zürich, Tel. 043 259 20 07  
Sekretariat und Vertrieb: Sekretariat SPK, Parlamentsdienste, 3003 Bern, Tel. 031 322 99 44  
Redaktion: Ruth Lüthi, Parlamentsdienste, 3003 Bern, Tel. 031 322 98 04  
Produktion: Paul Buetiger AG, Solothurnstrasse 57, 4562 Biberist  
Redaktionsschluss der nächsten Nummer: 31. Oktober 2011.  
Die von den Autorinnen und Autoren vertretenen Meinungen müssen sich mit denjenigen der Redaktion nicht decken.  
Die Verantwortung für die einzelnen Beiträge liegt bei den Autorinnen und Autoren.  
Mitteilungen können direkt an die Redaktion gesandt werden, vorzugsweise per E-Mail (ruth.luethi@parl.admin.ch).

Le bulletin d'information SSP paraît 3 fois l'an et est publié par la Société suisse pour les questions parlementaires.  
Secrétaire de la Société: Moritz von Wyss, Leiter Parlamentsdienste Kantonsrat Zürich, Tel. 043 259 20 07  
Sekretariat et distribution: Sekretariat CIP, Services du Parlement, 3003 Bern, Tel. 031 322 99 44  
Rédaction: Ruth Lüthi, Services du Parlement, Tél. 031 322 98 04  
Production: Paul Buetiger AG, Solothurnstrasse 57, 4562 Biberist  
Délai rédactionnel du prochain numéro: 31 octobre 2011.  
Les avis exprimés par les auteurs sont de leur seule responsabilité et ne reflètent pas nécessairement celles de la rédaction.  
Les nouvelles peuvent être transmises directement à la rédaction, si possible par voie électronique (ruth.luethi@parl.admin.ch).

Il bollettino d'informazione SSP viene pubblicato 3 volte all'anno dalla Società svizzera per le questioni parlamentari (SSP).  
Segretario della Società: Moritz von Wyss, Leiter Parlamentsdienste Kantonsrat Zürich, Tel. 043 259 20 07  
Segretariato e distribuzione: Segretariato CIP, Servizi del Parlamento, 3003 Berna, Tel. 031 322 99 44  
Redazione: Ruth Lüthi, Servizi del Parlamento, Tel. 031 322 98 04  
Produzione: Paul Buetiger AG, Solothurnstrasse 57, 4562 Biberist  
Termine redazionale della prossima edizione: 31 ottobre 2011.  
Le opinioni espresse dagli autori non devono collimare con quelle della redazione. Gli autori sono responsabili delle loro opinioni.  
Le informazioni possono essere trasmesse direttamente alla redazione, possibilmente per e-mail (ruth.luethi@parl.admin.ch).



# L'indépendance des services parlementaires entre souhaits et réalité

Claude Bumann, chef du service parlementaire du canton du Valais  
Exposé pour le 2<sup>e</sup> forum des services parlementaires du 27 mai 2011

**Le titre un brin provocateur de mon exposé d'introduction vous suggère probablement un vide béant entre le sublime désir d'indépendance absolue du service parlementaire et la décevante réalité du quotidien parlementaire. J'anticipe sur la conclusion: l'écart entre les prétentions et la réalité n'est pas si grand, du moins pas dans le canton du Valais, auquel se limiteront mes déclarations et mes explications.**

**Lorsqu'on parle de divergence entre les désirs et la réalité, il faut commencer par définir les désirs, n'est-ce pas? Pourquoi le service parlementaire tient-il tant à être indépendant? Et jusqu'à quel point? De qui et de quoi ne voulons-nous pas dépendre? L'écrivain irlandais George Bernard Shaw a une réponse simple à toutes ces questions: «l'indépendance», dit-il, «est un blasphème de la classe moyenne. Nous sommes tous dépendants les uns des autres».**

## Pourquoi vouloir être indépendant?

L'indépendance du service parlementaire en Valais remonte à une modification de la Constitution en 1993, et depuis lors l'article 45 alinéa 2 stipule expressément: «Le Grand Conseil dispose d'un service parlementaire indépendant». Le fait que dans son projet de loi d'application de cette disposition constitutionnelle, le Conseil d'Etat ait revendiqué comme toujours le rattachement administratif du service parlementaire à la Chancellerie d'Etat, ainsi que le privilège de nommer ses employés, après avoir consulté le Bureau, montre bien à quel point cette indépendance du service parlementaire a initialement posé problème au Conseil d'Etat. La raison pour laquelle il était important de renforcer la position du Parlement ressort d'ailleurs clairement du message à ce sujet. Je cite: «L'évolution toujours plus accélérée dans les domaines technique, économique, social et scientifique contraint le législateur à devenir de plus en plus expéditif. Il en est de même lorsqu'il doit légiférer en application du droit fédéral ou lorsqu'il doit adapter le droit cantonal au droit de

*rang supérieur. Il en est résulté que l'élaboration de la législation est de plus en plus l'affaire de l'administration, tandis que le Parlement se confine, faute de temps et de moyens, dans un rôle purement d'autorité d'approbation.»<sup>1</sup>*

La réforme du Parlement, qui a été ancrée dans la loi en 2002, est donc issue de la constatation que le Grand Conseil, avec ses parlementaires de milice, menaçait de s'atrophier en une simple instance de hocheurs de tête et qu'il fallait impérativement le sortir de cette passivité politique. Voici les mesures qui ont été prises:

- augmentation du rythme des sessions;
- raffermissement des organes avec une Présidence renforcée et un Bureau qui réunit tous les chefs de groupes et prend donc le plus souvent des décisions politiques solides;
- constitution de 8 commissions thématiques;
- informatisation;
- introduction des mandats de prestations pour la gestion de l'administration cantonale, et enfin
- création d'un service parlementaire.

Le service parlementaire du canton du Valais compte aujourd'hui 10 collaborateurs (chef, adjointe, 2 collaborateurs scientifiques, responsable informatique, mémorialiste, secrétaire, traducteur, 2 personnes en formation).

## Indépendant, jusqu'à quel point?

La loi qui contient les réformes destinées à renforcer le Grand Conseil que je viens juste de mentionner est précisément intitulée «Loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs». Le législateur valaisan a sciemment renoncé à créer un ensemble de dispositions propres à chaque pouvoir, insistant par là sur le fait que même un Grand Conseil renforcé demeure étroitement lié au Conseil d'Etat. Il est donc hors de question, même dans une perspective lointaine, que le service parlementaire constitue une administration parallèle pour le Grand Conseil, à l'instar du système américain. Je suis toutefois d'avis que le service parlementaire doit pour le moins engranger un savoir-

faire tel que l'Administration et le Gouvernement ne puissent pas lui faire prendre des vessies pour des lanternes, ni d'ailleurs aux commissions parlementaires ou au Grand Conseil lui-même. Il ne s'agit en aucun cas de retirer au Conseil d'Etat ou à l'Administration cantonale quelque compétence que ce soit. Beaucoup de gens pensent que les pouvoirs publics ont une dimension fixe et que la répartition des pouvoirs signifie que l'on ne peut qu'étendre le domaine de compétence d'un pouvoir lorsqu'on restreint parallèlement le domaine d'un autre pouvoir. L'expérience montre que c'est précisément le contraire: un dialogue approfondi avec des interlocuteurs compétents des deux bords et une collaboration harmonieuse accroissent les compétences aussi bien du Gouvernement que du Parlement et servent en fin de compte les citoyennes et les citoyens dont le bien-être est, du moins j'ose l'espérer, la préoccupation de tous les acteurs politiques.

L'indépendance du service parlementaire n'est donc pas une fin en soi, mais un outil visant à créer de meilleures lois et décisions. En résumé, l'indépendance: oui, absolument, mais seulement dans la mesure où cela s'avère nécessaire et utile. Si je devais mentionner deux points cruciaux de l'indépendance, ce serait:

- l'engagement des collaborateurs et
- l'établissement du budget du Parlement et du service parlementaire.

En Valais, nous avons atteint un degré élevé d'autonomie dans ces deux domaines, mais ces acquis ne sont pas encore absolus et restent extrêmement fragiles.

<sup>1</sup> Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais, Session ordinaire de novembre 1995, page 1047



### Indépendant de qui ou de quoi?

Lorsque nous parlons d'indépendance, nous nous focalisons naturellement sur le Gouvernement et sur l'Administration cantonale. Et il s'est effectivement avéré que le Conseil d'Etat a fait preuve de scepticisme, voire d'hostilité, quant à la création d'un service parlementaire indépendant et à l'introduction généralisée du mandat de prestations. Le Gouvernement a aussi dû se résigner à ce que le Grand Conseil, en optant pour la retransmission télévisée des débats, en organisant ses propres conférences de presse et en lançant des projets novateurs (Parlement sans papier, certification ISO, et bien d'autres encore), lui retire une partie du gâteau médiatique. Il y a eu et il y a encore des tentatives de tirer de nouveau un peu la couverture en direction de l'exécutif, et des conflits ouverts isolés éclatent parfois (engagement des collaborateurs, budget, droit à l'information des commissions de haute surveillance). Mais ce genre de manœuvres fait partie d'un jeu de rôle démocratique et animé, surtout sur le plan cantonal, où le Gouvernement est aussi élu par le peuple et jouit de la même légitimité démocratique que le Parlement. J'ai toutefois la ferme conviction que ces luttes de pouvoir occasionnelles sont en constante diminution et qu'un jour ou l'autre règnera un équilibre plus ou moins stable. Les mandats de prestations y contribueront en particulier, car ils obligent le Gouvernement, l'Administration et le Parlement à s'asseoir à la même table et à se confronter ouvertement aux problèmes qui se posent. A mes yeux, l'indépendance du service parlementaire n'est plus menacée sous cet angle, d'autant que, ces dix dernières années, nous avons gagné par notre travail le respect nécessaire.

Il y a un danger beaucoup plus subtil - et cette affirmation va certainement vous étonner - qui guette notre indépendance de la part des députés. Je ne fais pas allusion aux situations où des membres du Parlement exigent de moi ou de mes collaborateurs un traitement de faveur. C'est très rare, car notre impartialité est largement reconnue. Non, je pense plutôt aux tentatives, souvent diffuses, de suspecter le gain de compétence du service parlementaire et de considérer ses services scientifiques et juridiques comme une ingérence dans la politique. On craint apparemment de tomber dans une nouvelle dépendance vis-à-vis du service parlementaire et on s'imagine qu'un nouvel appareil bureaucratique est en train de germer. L'une de nos sublimes missions dans un proche avenir sera donc de calmer ces angoisses et de prouver dans les actes

que nous, employés du service parlementaire, nous n'avons aucun intérêt personnel et ne souhaitons pas non plus développer notre propre dynamique.

### Comment peut-on encore renforcer l'indépendance d'un point de vue qualitatif?

Comme je l'ai dit, il s'agit d'aller dans le sens de mes précédentes considérations en opposant à l'exécutif un partenaire respectable avec lequel les problèmes du canton peuvent être résolus de manière optimale dans le respect mutuel et la reconnaissance de la diversité des fonctions. Je me contenterai, en quelques mots, d'évoquer ici quelques propositions finales qui visent a priori le canton du Valais:

- poursuivre l'affermissement du fonctionnement du Parlement (temps de parole, débats lors de projets unanimement non contestés, etc.)
- le plus souvent possible délégation du règlement de tâches non essentielles au Gouvernement en échange d'une plus grande prise d'influence sur la planification stratégique
- introduction d'une évaluation systématique des lois avec la participation du Parlement
- contrôle parallèle de la législation pour éviter des atterrissages en catastrophe au Parlement
- intégration plus fréquente et plus précoce lors de l'élaboration d'accords intercantonaux
- utilisation accrue de l'initiative parlementaire
- plus de courage pour intervenir politiquement dans les mandats de prestations
- accroître l'efficacité grâce à des processus normalisés (Enterprise Content Management, Parlement sans papier)
- équiper les députés d'outils de communication modernes
- assurer une formation continue ciblée des députés et des présidents de commission
- la compétence et non l'appartenance à un parti comme critère pour l'élection des présidents de commission
- accès sans réserve des commissions de haute surveillance aux documents de l'Administration (limité uniquement dans des situations absolument exceptionnelles)
- possibilité d'exercer une influence sur la désignation de commissions extra-parlementaires ou de groupes d'experts
- publicité des séances de commissions
- autonomie maximale lors de l'engagement de collaborateurs et de l'établissement du budget (d'un point de vue matériel)

- renforcement du personnel du service parlementaire axé sur les besoins
- en finir avec la mentalité de concurrence - en avant pour la symbiose!

On a souvent plus besoin d'adversaires que d'amis car pour faire fonctionner les moulins, il faut du vent.

Hermann Hesse





# Die Unabhängigkeit des Parlamentsdienstes zwischen Wunsch und Wirklichkeit

Claude Bumann, Chef des Parlamentsdienstes des Kantons Wallis  
Referat gehalten am 2. Forum der Parlamentsdienste vom 27. Mai 2011

**Der leicht provokative Titel meines Einführungsreferats suggeriert Ihnen vermutlich eine weit klaffende Lücke zwischen dem hehren Wunsch des Parlamentsdienstes auf absolute Unabhängigkeit und der ernüchternden Realität des parlamentarischen Alltags. Ich nehme das Fazit vorweg: so gross ist der Unterschied zwischen Anspruch und Wirklichkeit gar nicht – jedenfalls nicht im Kanton Wallis, auf welchen sich meine Ausführungen und Aussagen beschränken.**

**Wenn man vom Auseinanderklaffen zwischen Wunsch und Wirklichkeit spricht, muss man vorerst den Wunsch definieren, nicht wahr? Warum möchte der Parlamentsdienst überhaupt unabhängig sein? Welchen Grad an Unabhängigkeit wünscht sich der Parlamentsdienst? Von wem und von was möchten wir nicht abhängen? Der irische Schriftsteller George Bernard Shaw hat eine einfache Antwort auf all diese Fragen: «Unabhängigkeit», sagt er, «ist eine Mittelstandsblasphemie. Wir sind alle abhängig voneinander.»**

## Warum unabhängig?

Die Unabhängigkeit des Parlamentsdienstes im Wallis geht auf eine Verfassungsänderung aus dem Jahre 1993 zurück, wo nun im Artikel 45 Absatz 2 ausdrücklich steht: «Der Grosse Rat verfügt über einen unabhängigen Parlamentsdienst». Wie schwer sich der Staatsrat zu Beginn mit der Eigenständigkeit des Parlamentsdienstes tat, geht aus seinem Gesetzesentwurf zur Umsetzung dieser Verfassungsbestimmung hervor, in welchem der Staatsrat nach wie vor die verwaltungsmässige Angliederung an die Staatskanzlei sowie – nach Anhörung des Büros – die Ernennung der Parlamentsdiener für sich beanspruchte. Immerhin kann man der diesbezüglichen Botschaft entnehmen, weshalb die Stellung des Parlaments zu stärken ist. Ich zitiere: «Die rascher werdende Entwicklung auf technischem, wirtschaftlichem, sozialen und wissenschaftlichem Gebiet zwingen den Gesetzgeber, immer schneller

zu handeln. Dies ist auch der Fall, wenn er in Anwendung des Bundesrechts legiferieren oder wenn er das kantonale Recht dem übergeordneten Recht anpassen muss. Deshalb wurde die Ausarbeitung der Gesetzgebung häufig zu einer Angelegenheit der Verwaltung, während sich das Parlament mangels Zeit und Mittel immer mehr auf die blosse Rolle der Genehmigungsbehörde beschränkte.»<sup>1</sup>

Am Ursprung der Parlamentsreform, die im Jahre 2002 gesetzlich verankert wurde, war mithin die Feststellung, dass der Grosse Rat mit seinen Milizparlamentariern zu einem reinen Kopfnicker-Gremium zu verkümmern drohte und es aus dieser politischen Passivität herausgerissen werden musste. Massnahmen waren:

- ein erhöhter Sessionsrhythmus;
- die Straffung der Organe mit einem gestärktem Präsidium und einem Büro, welches alle Fraktionschefs umfasst und deshalb meist tragfähige politische Entscheide fällt;
- die Bildung von 8 thematischen Kommissionen;
- die Informatisierung;
- die Einführung von Leistungsaufträgen zur Führung der kantonalen Verwaltung, und schliesslich eben auch
- die Schaffung eines Parlamentsdienstes.

Der Parlamentsdienst des Kantons Wallis weist mittlerweile 10 Mitarbeiter auf (Chef, Adjunktin, 2 Wissenschaftliche Mitarbeiter, Informatikleiter, Memorialistin, Sekretärin, Übersetzer, 2 Lernende).

## Welcher Grad von Unabhängigkeit?

Das Gesetz, welches die eben erwähnten Reformen zur Stärkung des Grossen Rates enthält, hat bezeichnenderweise den Titel «Gesetz über die Organisation der Räte und die Beziehungen zwischen den Gewalten». Der Walliser Gesetzgeber hat ganz bewusst darauf verzichtet, für jede Gewalt ein eigenes Regelwerk zu schaffen und drückt damit aus, dass auch ein gestärkter Grosse Rat in enger Beziehung zum Staatsrat bleibt. Es steht somit ausser Frage, dass der Parlamentsdienst – auch auf lange

Sicht – in Anlehnung an das amerikanische System eine Parallelverwaltung für den Grosse Rat aufbaut. Der Parlamentsdienst muss aber meines Erachtens mindestens so viel Know-how aufbauen, dass die Verwaltung und die Regierung ihm, den parlamentarischen Kommissionen und dem Grossrat selbst nicht ein X für ein U vormachen kann. Es geht auch keinesfalls darum, dem Staatsrat und der Kantonsverwaltung irgendwelche Kompetenzen wegzunehmen. Es besteht vielfach die Meinung, die staatliche Gewalt sei eine feste Grösse und Gewaltenteilung heisse, dass man den Zuständigkeitsbereich einer Gewalt nur erweitern könne, wenn man gleichzeitig den Bereich einer anderen Gewalt beschneide. Erfahrungsgemäss ist das Gegenteil der Fall: ein vertiefter Dialog mit kompetenten Gesprächspartnern auf beiden Seiten und eine harmonische Zusammenarbeit erhöht die Kompetenz sowohl der Regierung als auch des Parlaments und kommt letztlich auch der Bürgerin, dem Bürger zugute, deren Wohl doch – ich nehme es jedenfalls an – im Sinne aller politischen Akteure ist.

Die Unabhängigkeit des Parlamentsdienstes ist mithin nicht Selbstzweck, sondern Mittel zur Schaffung von besseren Gesetzen und Beschlüssen. Unabhängigkeit also: ja, unbedingt, aber nur soweit als nötig und sinnvoll.

Wenn ich zwei Kerngehalte der Unabhängigkeit nennen müsste, dann diese:

- Anstellung der Mitarbeiter;
- Erstellung des Budgets für das Parlament und den Parlamentsdienst.

In beiden Bereichen haben wir im Wallis eine hohe Autonomie erreicht, die Errungenschaft ist aber noch nicht absolut und höchst fragil.

<sup>1</sup> Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais, Session ordinaire de novembre 1995, Seite 1193



## Unabhängigkeit von wem oder von was?

In der Unabhängigkeitsdiskussion fokussieren wir uns naturgemäss auf die Regierung und die Kantonsverwaltung. Und in der Tat hat der Staatsrat die Schaffung eines unabhängigen Parlamentsdienstes und die generelle Einführung des Leistungsauftrags skeptisch, wenn nicht ablehnend mitverfolgt. Die Regierung hat sich auch damit abfinden müssen, dass der Grosse Rat ihm durch die Fernsehübertragung der Debatten, durch eigene Medienkonferenzen und innovative Projekte (Papierloses Parlament, ISO-Zertifizierung u. a. m.) einen Teil vom Medienkuchen weg geschnitten hat. Es gab und gibt immer noch Versuche, die Decke wieder ein wenig in Richtung Exekutive zu ziehen und vereinzelt kam es auch zu offenen Konflikten (Mitarbeiteranstellung, Budget, Einsichtsrecht der Oberaufsichtskommissionen). Solche Manöver gehören jedoch zu einem lebendigen und demokratischen Rollenspiel, insbesondere auf kantonaler Ebene, wo auch die Regierung vom Volk gewählt wird und mit gleicher demokratischer Legitimation ausgerüstet ist wie das Parlament. Ich bin jedoch der festen Überzeugung, dass diese gelegentlichen Machtkämpfe weiter abnehmen und dass sich irgendwann ein mehr oder weniger stabiles Gleichgewicht einstellen wird. Dazu werden insbesondere die Leistungsaufträge beitragen, welche die Regierung, die Verwaltung und das Parlament an den gleichen Tisch und zur offenen Auseinandersetzung mit den anstehenden Problemen zwingt. Die Unabhängigkeit des Parlamentsdienstes sehe ich aus dieser Ecke heute nicht mehr bedroht, zumal wir uns in den vergangenen 10 Jahren durch unsere Arbeit nötigen Respekt verschafft haben.

Subtiler ist die Gefahr – und diese Aussage wird Sie gewiss erstaunen –, die unserer Unabhängigkeit von Seiten der Abgeordneten droht. Dabei denke ich nicht an die Situationen, in denen Parlamentsmitglieder von mir und meinen Mitarbeitern eine Sonderbehandlung verlangen. Das kommt auch praktisch kaum vor, weil unsere Unparteilichkeit grossmehrheitlich anerkannt ist. Nein, ich denke an die – meist diffusen – Ansätze, die zunehmende Kompetenz des Parlamentsdienstes zu beargwöhnen und seine wissenschaftlichen und juristischen Dienste als Einmischung in die Politik zu erachten. Man fürchtet offenbar, gegenüber dem Parlamentsdienst in eine neue Abhängigkeit zu geraten und glaubt, dass da ein neuer bürokratischer Apparat aufkeimt. Eine unserer hehren Aufgaben in nächster Zukunft wird also sein, diese Ängste abzubauen und mit

Taten unter Beweis zu stellen, dass wir Parlamentsdiener keine Eigeninteressen haben und auch keine Eigendynamik entwickeln möchten.

## Wie kann die Unabhängigkeit qualitativ noch verstärkt werden?

Es geht im Sinne meiner bisherigen Erwägungen wie gesagt darum, der Exekutive einen würdigen Partner gegenüberzustellen, mit dem die Probleme des Kantons in gegenseitigem Respekt und in Anerkennung der verschiedenen Funktionen optimal gelöst werden können. Ich begnüge mich mit ein paar abschliessenden, stichwortartigen und in erster Linie auf den Kanton Wallis gemünzten Vorschlägen:

- Weitere Straffung des Parlamentsbetriebs (Redezeit, Debatte bei rundum unbestrittenen Vorlagen etc.)
- Vermehrte Delegation der Regelung von unwesentlichen Aufgaben an die Regierung im Austausch mit einer verstärkten Einflussnahme auf die strategische Planung
- Einführung einer systematischen Gesetzesevaluation unter Einbezug des Parlaments
- Begleitende Kontrolle der Gesetzgebung zur Vermeidung von Bruchlandungen im Parlament
- Vermehrter und frühzeitiger Einbezug beim Erlass von interkantonalen Vereinbarungen
- Vermehrter Gebrauch der parlamentarischen Initiative
- Mehr Mut zu politischen Eingriffen in die Leistungsaufträge
- Effizienzsteigerung durch normierte Prozessabläufe (Enterprise Content Management, papierloses Parlament)
- Ausrüstung der Abgeordneten mit modernen Kommunikationsmitteln
- Gezielte Weiterbildung für die Abgeordneten und Kommissionspräsidenten
- Sachverstand und nicht Parteizugehörigkeit als Kriterium für die Wahl als Kommissionspräsident
- Uneingeschränkter und nur in absoluten Ausnahmesituationen eingeschränkter Zugang der Oberaufsichtskommission zu den Dokumenten der Verwaltung
- Einflussmöglichkeit bei der Bestellung von ausserparlamentarischen Kommissionen und Expertengruppen
- Öffentlichkeit von Kommissionssitzungen
- Höchstmögliche Autonomie bei der Anstellung von Mitarbeitern und der Erstellung des Budgets (in materieller Hinsicht)
- Bedarfsorientierte personelle Verstärkung des Parlamentsdienstes

- Weg vom Konkurrenzdenken – hin zur Symbiose!

Gegner bedürfen einander oft mehr als Freunde, denn ohne Wind gehen keine Mühlen.

Hermann Hesse



# Entstehung der Parlamentsdienste Stadt Zürich

Benno Schnüriger, Rechtskonsulent, Stadt Zürich

Referat gehalten am 2. Forum der Parlamentsdienste vom 27. Mai 2011

## Ausgangslage Mitte 2003

Gemäss der damals geltenden Gemeindeordnung (Art. 27 bis 29 GO) waren die folgenden Personalgruppen für den Gemeinderat (Parlament) tätig:

- Das dem Gemeinderat vom Stadtrat (Exekutive) zur Verfügung gestellte Kanzleipersonal (Art. 29 Abs. 2 GO). Dieses Personal war als Abteilung «Gemeinderat und Wahlen» organisatorisch in die Stadtkanzlei eingegliedert.
- Die Ratssekretärinnen und Ratssekretäre, welche vom Gemeinderat gewählt wurden (Art. 27 Abs. 2 GO). In der Regel gewählte Mitglieder des Gemeinderates.
- Die Hilfskräfte, welche das Büro zur Entlastung der Ratssekretärinnen und Ratssekretäre anstellte (Art. 27 Abs. 3 GO).
- Die Angestellten der Stadtverwaltung, welche mit Einwilligung des Stadtrates als Kommissionssekretärinnen und Kommissionssekretäre für den Gemeinderat tätig waren.

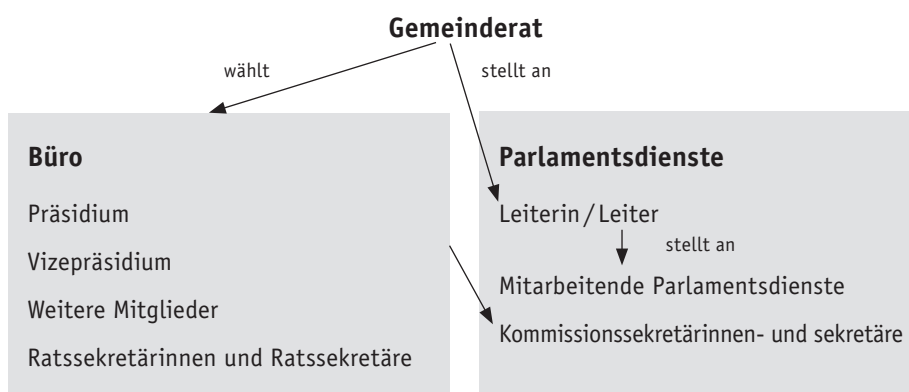
## Das löste den Prozess aus:

Im Rahmen eines städtischen Informatikprojektes zeigte sich Ende 2003, dass die Interessen des Gemeinderates von der Stadtverwaltung nicht mit der gewünschten Aufmerksamkeit wahrgenommen wurden. Der Gemeinderat klinkte sich aus diesem Projekt aus.

Im Frühjahr 2004 erwog der Stadtrat, dass es aus Gründen der Gewaltentrennung nicht mehr opportun sei, dass ein Angestellter der Stadtkanzlei als Sekretär der GPK wirke.

Gegenüber dem Gemeinderat stellte der Stadtschreiber folgendes klar: «Die Abteilung Gemeinderat und Wahlen ist in der Stadtkanzlei eingegliedert und somit mir unterstellt. Diese Organisation ist vernünftig. Mit Bezug auf e-kos 2 halte ich fest, dass ich die Ressourcen in der Stadtkanzlei so einsetzen können muss, wie das sinnvoll ist. Ich muss anordnen können, dass Herr Meier für e-kos 2 zuständig ist, sonst kann ich meine Aufgabe nicht erfüllen.»

## Organisation und Kompetenzen



## Der Gemeinderat handelt

November 2003

Beschlussesantrag des Gemeinderates betreffend *eigenem Internetauftritt*.

Februar 2004

Teilrevision der GeschO GR Art. 50 Abs. 5: Die Leiterin oder der Leiter der *Parlamentsdienste* bzw. deren Stellvertreterin oder Stellvertreter nimmt an den Sitzungen des Büros mit beratender Stimme teil.

April 2004

Vorschlag zur Revision des Reglements über die Besorgung des Sekretariates des Gemeinderates.

Mai 2004

Gespräche mit dem Stadtrat.

September 2004

Beschlussesantrag des Büros des Gemeinderates zur Schaffung eigenständiger Parlamentsdienste.

Dezember 2004

Commitment von Stadtrat und Gemeinderat: Organisatorischer Übertritt der fünf Mitarbeitenden der Abteilung Gemeinderat und Wahlen der Stadtkanzlei zu den *Parlamentsdiensten auf den 1. Januar 2005*.

1. Mai 2006

Revision GeschO GR und Verordnung über die Parlamentsdienste treten in Kraft.

25. November 2007

Volksabstimmung betreffend Teilrevision der Gemeindeordnung:

Art. 29 Der Gemeinderat verfügt über verwaltungsunabhängige Parlamentsdienste. Diese unterstützen den Ratsbetrieb. Der Gemeinderat regelt Organisation und Aufgaben der Parlamentsdienste sowie die personalrechtlichen Befugnisse von deren Leiterin oder Leiter.

## Was kann man lernen

Anstoss

Anlass für die Schaffung eigenständiger Parlamentsdienste war nicht die bessere Einsicht, sondern Meinungsverschiedenheiten zwischen Stadtrat und Gemeinderat.

Führungsrolle

Der Gemeinderat hat die Führungsrolle übernommen und seine Zuständigkeit als Gesetzgeber ausgespielt.

Fakten nicht Recht

Stadtrat und Gemeinderat haben *Fakten geschaffen*, die Rechtsgrundlagen wurden später angepasst.

Rollenklärung

Die ersten Jahre waren schwierig; sowohl gegenüber dem Stadtrat als auch innerhalb des Gemeinderates.

## Volksabstimmung vom 25.11.2007

Das Wichtigste in Kürze

Der Gemeinderat hat eine Neuorganisation seiner Parlamentsverwaltung an die Hand genommen, welche die Schaffung *verwaltungsunabhängiger Parlamentsdienste* zum zentralen Gegenstand hat: Die Kanzleigeschäfte des Gemeinderates sollen durch eigenständige Parlamentsdienste besorgt werden, *die als von der übrigen Stadtverwaltung unabhängige Verwaltungseinheit organisiert und dem Gemeinderat unterstellt sind*. Bisher wurde diese Aufgabe von Angestellten der Stadtkanzlei wahrgenommen. Auf Gesetzes- bzw. Verordnungsstufe ist diese Neuorganisation mit einer Revision der Geschäftsordnung des Gemeinderates und dem Erlass einer Verordnung über die





Parlamentsdienste, beides in Kraft seit 1. Mai 2006, bereits weitgehend verwirklicht worden.

Das Kanzleipersonal des Gemeinderates, das bisher in die Abteilung Gemeinderat und Wahlen der Stadtkanzlei eingegliedert war, ist schon per 1. Januar 2005 aus der städtischen Zentralverwaltung herausgelöst worden und fungiert heute – zumindest faktisch – als von der übrigen Verwaltung unabhängiges Verwaltungsorgan des städtischen Parlaments. Die heutige Vorlage bezweckt nun, die noch fehlenden Bestimmungen zu schaffen, um die Neuorganisation auf eine solide (verfassungs)rechtliche Grundlage zu stellen. Bei dem vom Stadtrat in Zusammenarbeit mit dem Büro des Gemeinderates erarbeiteten Vorschlag für eine Revision der Gemeindeordnung (GO) geht es vor allem darum, das Institut verwaltungsunabhängiger Parlamentsdienste in der Gemeindeverfassung ausdrücklich zu verankern.

*Die Gemeindeordnung der Stadt Zürich vom 26. April 1970 wird wie folgt geändert:*

**Art. 27** Das Büro besteht aus der Präsidentin oder dem Präsidenten, zwei Vizepräsidentinnen oder Vizepräsidenten, höchstens vier Ratssekretärinnen oder Ratssekretären und höchstens sechs weiteren Mitgliedern.

Die Ratssekretärinnen und Ratssekretäre sind verantwortlich für das Protokoll im Rat. Als Ratssekretärinnen oder Ratssekretäre können auch Stimmberechtigte gewählt werden, die nicht dem Rat angehören. In diesem Falle steht ihnen beratende Stimme zu.

**Art. 28** Satz 1 Die Ratssekretärinnen und Ratssekretäre werden vom Gemeinderat für die Amtsdauer des Gemeinderates, die andern Mitglieder des Büros für die Dauer eines Jahres gewählt. (Satz 2 bleibt unverändert.)

**Art. 29** Der Gemeinderat verfügt über verwaltungsunabhängige Parlamentsdienste. Diese unterstützen den Ratsbetrieb.

Der Gemeinderat regelt Organisation und Aufgaben der Parlamentsdienste sowie die personalrechtlichen Befugnisse von deren Leiterin oder Leiter.

**Art. 41** Dem Gemeinderat stehen zu:

- a) bis r) unverändert.
- s) der Punkt am Ende von lit. s wird gestrichen.
- t) Anstellung der Leiterin oder des Leiters der Parlamentsdienste.

**Art. 66 Abs. 3** (neu) Personalrechtliche Anordnungen der Leiterin oder des Leiters der Parlamentsdienste können beim Büro des Gemeinderates mit stadtinternem Rekurs angefochten werden. Die Abs. 1 und 2 gelten sinngemäss.



# Origine des services parlementaires de la ville de Zurich

Benno Schnüriger, Rechtskonsulent, Zurich

Exposé pour le 2<sup>e</sup> forum des services parlementaires du 27 mai 2011

## Situation initiale à la mi-2003

D'après le règlement communal en vigueur à l'époque (art. 27 à 29 RC), les groupes de personnel en fonction pour le conseil municipal (législatif) étaient les suivants:

- Le personnel de secrétariat mis à la disposition du conseil municipal par le conseil de ville (exécutif) (art. 29 al. 2 RC). Sur le plan organisationnel, ce personnel était intégré à la chancellerie municipale en tant que service «Conseil municipal et élections».
- Les secrétaires de conseil, qui étaient élus par le conseil municipal (art. 27 al. 2 RC). En règle générale des membres élus du conseil municipal.
- Les auxiliaires que le bureau engageait pour décharger les secrétaires de conseil (art. 27 al. 3 RC).
- Les employés de la municipalité, qui fonctionnaient comme secrétaires de commissions pour le conseil municipal avec l'autorisation du conseil de ville.

## Ce qui a déclenché le processus

Dans le cadre d'un projet informatique de la ville, il s'est avéré à la fin 2003 que les intérêts du *conseil municipal* n'étaient pas pris en compte avec l'attention souhaitée par la municipalité. Le conseil municipal s'est retiré de ce projet.

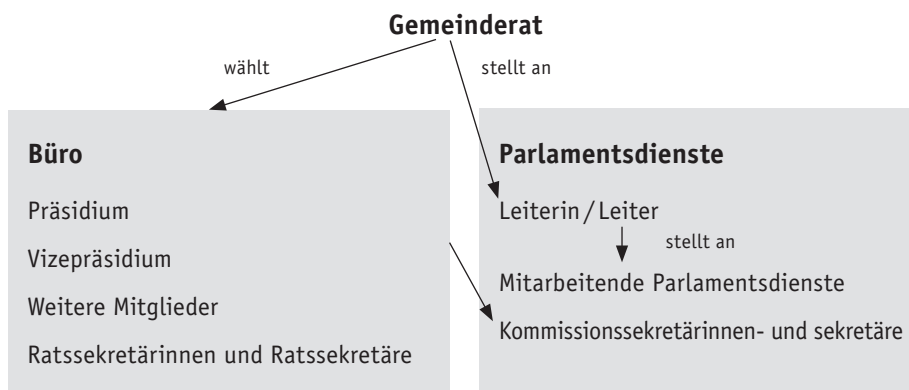
Au printemps 2004, le *conseil de ville* a considéré qu'il n'était plus opportun, pour des motifs de séparation des pouvoirs, qu'un employé de la chancellerie municipale fonctionne comme secrétaire de la GPK.

Le *secrétaire municipal* a exprimé clairement ce qui suit par rapport au conseil municipal: «Le service Conseil municipal et élections est rattaché à la chancellerie municipale et est donc sous mes ordres. Cette organisation est raisonnable.

En référence à e-kos 2, je constate que je dois pouvoir engager les ressources au sein de la chancellerie municipale de la manière la plus pratique possible.

Je dois pouvoir ordonner que Monsieur Meier est responsable de e-kos 2, sans quoi je ne peux pas remplir ma mission.»

## Organisation et compétences



## Le conseil municipal agit

*Novembre 2003*

Proposition de décision du conseil municipal concernant *son propre site Internet*.

*Février 2004*

Révision partielle du règlement interne du conseil municipal art. 50 al. 5:

La cheffe ou le chef des *services parlementaires* ou son/sa suppléante participe aux séances du bureau avec voix consultative.

*Avril 2004*

Proposition de révision du règlement sur les tâches du secrétariat du conseil municipal.

*Mai 2004*

Entretiens avec le conseil de ville.

*Septembre 2004*

Proposition de décision du bureau du conseil municipal concernant la création de services parlementaires indépendants.

*Décembre 2004*

Engagement du conseil de ville et du conseil municipal: transfert organisationnel des cinq collaborateurs/-trices du service Conseil municipal et élections de la chancellerie municipale aux *services parlementaires* au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

*1<sup>er</sup> mai 2006*

La révision du règlement interne du conseil municipal et l'ordonnance sur les services parlementaires entrent en vigueur.

*25 novembre 2007*

Votation populaire concernant la révision partielle du règlement communal:

*Art. 29* Le conseil municipal dispose de services parlementaires indépendants de

l'administration. Ces derniers soutiennent le bon fonctionnement du conseil.

Le conseil municipal règle l'organisation et les tâches des services parlementaires ainsi que les compétences de sa cheffe ou de son chef en matière de droit du personnel.

## Ce qu'on peut en tirer

*Impulsion*

Ce n'est pas par discernement que la création de services parlementaires autonomes a été lancée, mais à cause de divergences d'opinion entre le conseil de ville et le conseil municipal.

*Rôle dirigeant*

Le conseil municipal a assumé un rôle dirigeant et usé de sa compétence de législateur.

*Des faits et non le droit*

Le conseil de ville et le conseil municipal ont *créé des faits*, les bases juridiques ont été adaptées ultérieurement.

*Clarification des fonctions*

Les premières années ont été difficiles; aussi bien vis-à-vis du conseil de ville qu'au sein du conseil municipal.



## Votation populaire du 25.11.2007

### *L'essentiel en bref*

Le conseil municipal a pris en main une réorganisation de son administration parlementaire, qui avait pour objet central la création de services parlementaires indépendants de l'administration: les activités de secrétariat du conseil municipal doivent être exécutées par des services parlementaires autonomes qui sont organisés en unité administrative indépendante du reste de l'administration municipale et sont subordonnés au conseil municipal. Jusqu'à présent, cette tâche était assumée par des employés de la chancellerie municipale.

Sur le plan législatif, cette réorganisation a déjà été largement concrétisée par une révision du règlement interne du conseil communal et la promulgation d'une ordonnance sur les services parlementaires, toutes deux en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2006.

Le personnel de secrétariat du conseil communal, qui était jusque-là intégré au service Conseil municipal et élections de la chancellerie municipale, a déjà été détaché de l'administration centrale de la ville et fonctionne aujourd'hui, du moins de fait, en tant qu'organe administratif du parlement municipal indépendant de l'autre administration. Le projet actuel a pour but de créer les dispositions encore manquantes, afin de donner à cette réorganisation des bases juridiques (constitutionnelles) solides. La proposition de révision du règlement communal (RC), élaborée par le conseil de ville en collaboration avec le bureau du conseil municipal, vise principalement à ancrer expressément l'institution de services parlementaires indépendants de l'administration dans la constitution municipale.

*Le règlement communal de la ville de Zurich du 26 avril 1970 est modifié comme suit:*

**Art. 27** Le bureau est constitué de la présidente ou du président, des deux vice-présidents, d'au maximum quatre secrétaires de conseil et d'au maximum six autres membres.

Les secrétaires de conseil sont responsables du procès-verbal au sein du conseil. Peuvent également être élus comme secrétaires de conseil des électeurs qui ne font pas partie du conseil. Dans ce cas, ils n'ont qu'une voix consultative.

**Art. 28** 1<sup>ère</sup> phrase: les secrétaires de conseil sont élus par le conseil municipal pour la période administrative du conseil municipal, les autres membres du bureau pour une année. (La 2<sup>ème</sup> phrase ne change pas).

**Art. 29** Le conseil municipal dispose de services parlementaires indépendants de l'administration. Ces derniers soutiennent le bon fonctionnement du conseil.

Le conseil municipal règle l'organisation et les tâches des services parlementaires ainsi que les compétences de sa cheffe ou de son chef en matière de droit du personnel.

**Art. 41** Il revient au conseil communal de:

a) à r) inchangées;

s) le point à la fin de la let. s est supprimé;

t) engager la cheffe ou le chef des services parlementaires.

**Art. 66 al. 3** (nouveau) Les dispositions relatives au droit du personnel de la cheffe ou du chef des services parlementaires peuvent faire l'objet d'un recours interne à la ville auprès du bureau du conseil municipal. Les al. 1 et 2 sont applicables dans ce sens.



# Berichte aus den Workshops der 2. Tagung des Forums der Parlamentsdienste vom 27. Mai 2011

## Rapports des ateliers du 2<sup>e</sup> forum des services parlementaires du 27 mai 2011

### Atelier 1: Quels sont les avantages et les inconvénients d'une gestion autonome par le Parlement

#### Workshop 1: Welches sind die Vor- und Nachteile der Selbstverwaltung durch das Parlament

*Fritz Brechbühl, Ratssekretär, Kanton Solothurn, Leiter Atelier 1:*

Unser Thema war: Welches sind die Vor- und Nachteile der Selbstverwaltung durch das Parlament? Dies ist ein relativ breit gestecktes Thema und es liegt auf der Hand, dass wir als Parlamentsdienstmitarbeiter eher Vorteile denn Nachteile gesehen haben.

Wir sind zur Auffassung gekommen, dass die Selbstverwaltung der Parlamente sehr wichtig ist, dass sie dazu dient, die Parlamente zu stärken im Hinblick darauf, dass sie besser ihrer Kernaufgabe, nämlich dem Legiferieren, nachkommen können. Wenn die Parlamente nicht am Gängelband der Regierungen sind, dann können sie ihre Rolle als gesetzgebende Einheiten besser wahrnehmen.

Wir sind deshalb der Meinung, dass es sehr wichtig ist, dass die Parlamente über eigene, von ihnen definierte Strukturen und organisatorische Abläufe verfügen.

Es sind auch verschiedene Beispiele genannt worden von Parlamenten, welche die Traktandenliste nicht selber bestimmen dürfen. Somit können diese Parlamente nicht selber die Schwergewichte setzen. Das sind Situationen, die wir für ungünstig halten.

Wir sind der Auffassung, dass eine selbständige Verwaltung die Geschäftskontrolle verbessert, indem das Parlament diese selber in der Hand hält und nicht davon abhängig ist, was Verwaltung und Regierung liefern.

Wir sind allerdings zur Auffassung gekommen, dass es auch eine Rolle spielt, wie gross das Gemeinwesen ist. In kleinräumigen Strukturen sind die Bedürfnisse vielleicht anders als in etwas umfangreicheren, komplexeren Strukturen.

Die Frage, welche Vor- und Nachteile es gibt, haben wir deshalb nicht allgemein gültig beantworten können: Was in einem Parlament vielleicht unbedingt nötig und angemessen ist, schießt in einem ande-

ren Parlament vielleicht schon über das Ziel hinaus.

Die Verselbständigung der Parlamente hat für uns insbesondere auch bedeutet, selbständige Parlamentsdienste zu haben, also eigene Mitarbeiter, die nicht riskieren in Loyalitätskonflikte zu geraten, die in erster Linie dem Parlament verpflichtet sind. Wir haben durchaus auch anerkannt, dass die Mitarbeiter der Verwaltung, die letztlich im gleichen Gemeinwesen, im gleichen Kanton, in der gleichen Stadt arbeiten, nicht nur der Regierung, sondern selbstverständlich auch den Parlamenten verpflichtet sind. Wir waren aber der Meinung, dass die Gefahr von Loyalitätskonflikten trotzdem gegeben ist und dass man dem begegnen könne mit selbständigen Parlamentsdiensten.

Auch als wichtig erachtet haben wir ein Initiativrecht für die Parlamente, insbesondere damit diese im Bereich des eigenen Hausrechts selber legiferieren können. Somit sind sie bei der Gestaltung des Parlamentsgesetzes nicht von der Regierung abhängig.

Als Nachteile haben wir gesehen, dass der Aufbau von selbständigen Strukturen auch mit Kosten verbunden ist. Wir haben gleichzeitig aber auch gesehen, dass diese Kosten im Verhältnis zu den Gesamtbudgets der Kantone oder der Städte auch beim Aufbau von eigenen Strukturen immer noch sehr gering sind und dass die Verhältnismässigkeit trotzdem gewahrt ist. Der Nachteil der Kosten, der auch von den Exekutiven immer wieder ins Feld geführt wird, ist aus unserer Sicht keiner.

Wir haben auch gesehen, dass sehr komplexe Strukturen entstehen können. Man muss Kommunikationsgefässe definieren, damit zwischen Parlament und Parlamentsdiensten auf der einen Seite, und Regierung und Verwaltungsabteilungen auf der anderen Seite effizient diskutiert werden kann.

Die potentielle Gefahr der Entstehung einer Parallelverwaltung haben wir als sehr gering eingeschätzt, weil die Parlamente ihre ureigenen Aufgaben haben, die sich unterscheiden von den Aufgaben der Exekutiven. Eine geringe Gefahr haben wir darin gesehen, dass mit einer Stärkung der Parlamente und dem Aufbau von Parlamentsdiensten auch die Versuchung aufkommen

könnte, die Parlamentsdienste zu verpolitisieren. Wir sind indessen der Auffassung, dass die Parlamentsdienste unbedingt darauf achten müssen, die Neutralität zu wahren und auch eine gewisse Unabhängigkeit gegenüber ihren eigenen Vorgesetzten, d.h. den Parlamenten, zu wahren. Das hat auch etwas mit der persönlichen Integrität der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter zu tun.

Je weiter die Verselbständigung geht, desto höher haben wir die Gefahr erachtet, dass die Parlamentsmitglieder im heutigen Milizsystem vielleicht fachlich nicht ganz auf der Höhe sein könnten, dass eine gewisse fachliche Überforderung auch eintreten könnte. Auch besteht die Gefahr, dass das Parlament dann die strategische Ebene verlässt und sich auf die Ebene des Operativen begibt: Die so genannten «Veloständerdiskussionen» könnten überhand nehmen.

Das bedingt, dass die Parlamente ihre Rolle besser definieren, sich auf ihre Funktion auf der strategischen Ebene rückbesinnen und sich auch darauf beschränken, auf dieser Ebene zu arbeiten und nicht der Versuchung erliegen, den kleinen aber einfach zu fassenden Details nachzurrennen.

### Atelier 2: Quelles conditions essentielles en termes d'organisation, de personnel et de finances doivent-elles être remplies pour pouvoir parler d'une véritable indépendance du Service parlementaire?

#### Workshop 2: Welche organisatorischen, personellen und finanziellen Voraussetzungen müssen gegeben sein, damit man von einer Unabhängigkeit der Parlamentsdienste sprechen kann?

*Michele Albertini, Consulente juridique del Gran Consiglio, Cantone del Ticino, Leiter Atelier 2:*

En premier lieu, on a constaté que notre atelier n'avait pas les mêmes questions en français et en allemand parce que, en français, la question était formulée de manière un peu plus détaillée: qu'est-ce





qu'il faut avoir pour avoir une véritable indépendance du Service parlementaire?

Wir haben uns dann aber darauf geeinigt, dass wir nicht über diese Unabhängigkeitsvoraussetzungen streiten wollen, sondern wir haben versucht, die persönlichen, finanziellen und organisatorischen Anforderungen etwas herauszuschälen. Ich gebe Ihnen ein Résumé, das typisch schweizerisch ist: Wir haben keine «*unité de doctrine*» gefunden. Wir haben praktisch zu jedem Punkt Positives und Negatives festgestellt.

Als erste Aussage ist vielleicht wichtig, dass es bei Bund, Kantonen und Gemeinden unterschiedliche Organisationen gibt. Es gibt zum Teil rechtliche Grundlagen in Verfassungen, Gesetzen oder Verordnungen, teilweise in Reglementen, teilweise gibt es sie nicht.

Von Bedeutung ist vor allem auch die faktische Unabhängigkeit und nicht nur die rechtliche. Wir haben von Beispielen gehört, bei denen es Rechtsgrundlagen gab für die Unabhängigkeit der Parlamentsdienste, aber in der Wirklichkeit war die Unabhängigkeit dann nicht mehr so gross. Ein weiterer Punkt: Vielleicht sollten diese Unabhängigkeitsvorschriften nicht nur für Gutwettersituationen geschaffen werden, sondern eben auch für Sturm und Schlechtwetterphasen.

*Zu den personellen Anforderungen:*

Wichtig scheint, dass es eine Art Wafengleichheit gibt bei der Dotierung mit Personal. Die Parlamentsdienste sollten bei den Ressourcen ungefähr gleich behandelt werden wie die allgemeine Verwaltung. Es sollten kompetente Mitarbeitende eingestellt werden, Fachpersonen, die politisches Flair haben und die eine beratende Funktion gegenüber den Parlamentsmitgliedern wahrnehmen können, aber auch immer gleichzeitig neutral sind, vor allem parteipolitisch.

Die Frage des Personals hat uns mehrfach beschäftigt. Sie hängt mit dem organisatorischen Punkt zusammen. Wir haben gesagt, dass es möglich ist, die allgemeinen Personalfragen organisatorisch einheitlich mit der allgemeinen Staatsverwaltung zu regeln, aber überall dort, wo es spezifische Bedürfnisse gibt, muss der Parlamentsdienst eine Art *opting-out* haben und sagen können, wir wollen das anders oder selbständig regeln.

Die gleiche Frage gilt auch für IT: Alles, was die staatliche Verwaltung zur Verfügung stellt, muss eigentlich der Parlamentsdienst übernehmen können, wenn er will, aber wenn er nicht will, muss er eine andere Lösung haben.

*Zu den finanziellen Voraussetzungen:*

Die Mitarbeitenden müssen gleiche Lohnklassen haben und gleich eingestuft werden wie Mitarbeitende der allgemeinen

Staatsverwaltung. Ein ganz zentraler Punkt ist auch die Budgetautonomie.

*Zu den organisatorischen Fragen:*

Wir haben festgestellt, dass je nach Organisation der Parlamentsdienste ein grosses Problem entsteht, wenn kurzfristige und/oder dringliche Geschäfte kommen. Ein weiterer interessanter Punkt ist die räumliche Trennung: Braucht es Büros ausserhalb der allgemeinen Staatsverwaltung? Das wurde kontrovers diskutiert und wurde nicht als zwingende Voraussetzung gesehen.

Ganz wichtig ist die Frage der Unterstellung. Wem ist der Parlamentsdienst unterstellt? Das ist letztlich eine Führungsfrage. Es gibt hier offenbar ganz verschiedene Modelle.

Wichtig für die Unabhängigkeit ist die Selbständigkeit bei der Planung, d. h. die Organisation des Parlamentsdienstes muss soweit gehen, dass er sich selber organisieren kann zu Gunsten des Parlaments.

### **Atelier 3: Quelles sont les exigences d'un parlementaire de milice, avant, pendant et après une séance de commission? Comment doit être doté un Service parlementaire pour répondre à ces demandes?**

### **Workshop 3: Welches sind die Ansprüche eines Milizparlamentariers vor, während und nach einer Kommissionssitzung? Wie muss ein Parlament beschlagen sein, um diesen Ansprüchen zu genügen?**

*Regine Smit, Leiterin Kommissionen, Kanton Basel-Stadt, Berichterstatlerin Atelier 3:*

Wir haben in erster Linie einen Erfahrungsaustausch gemacht, weil wir in der Schweiz 26 Systeme plus ein Bundesmodell haben. Von den Systemen hat jedes eigentlich für die gestellten Fragen eine eigene Lösung.

Es gibt Parlamentsdienste, die nur noch *elektronisch* arbeiten so wie das Wallis – mit Ausnahme Budget/Rechnung, die immer auch in Papierform kommen. Wo elektronisch gearbeitet wird, wird meistens auch die Parallelform praktiziert, d. h. die meisten haben trotzdem Papiere vor sich. Was die *Sitzungsterminfixierung* angeht, gibt es auch sehr verschiedene Modelle: In Nidwalden ist es so, dass die Termine einmal jährlich zusammen mit der Regierung fixiert werden. Diese Termine werden eingehalten, ausser es kommen noch Spezialthemen hinzu, dann werden ad hoc Termine gesucht. Dann gibt es das Modell, wonach der Kommissionspräsident die Termine fixiert und sie der Kommission mitteilt. In anderen Modellen werden

die Termine in der Kommission von den Mitgliedern zusammen gesucht – das ist bei uns in Basel auch Praxis. Der Kanton Waadt hat zwar Sachkommissionen, aber etwa 50 Prozent der Geschäfte werden durch Spezialkommissionen bearbeitet.

Unterschiedlich ist auch die *Sitzungsvorbereitung* durch die Parlamentsdienste. Die Frage ist, ob ein Drehbuch gemacht wird zuhanden des Kommissionspräsidiums oder nicht. Soll man einen detaillierten Ablauf vorschlagen oder nicht?

Eine weitere Frage ist, ob Regierung und/oder die Verwaltung zu den Sitzungen eingeladen werden und in welcher Form. Berücksichtigt man die Terminwünsche von Regierung und Verwaltung?

Hier ist vielleicht noch das spezielle *Suppleantensystem* des Kanton Wallis zu erwähnen: Da gibt es neben den 130 Parlamentsmitgliedern auch 130 Suppleanten. Somit gibt es eigentlich ein zweites Parlament. Wenn jemand an einer Sitzung nicht teilnehmen kann, kann er einen Suppleanten delegieren. Die Suppleanten haben die gleichen Rechte. Sie dürfen allerdings nur an den Sitzungen teilnehmen, wenn derjenige, den sie vertreten, nicht anwesend ist und sie dürfen nicht in den Aufsichtskommissionen Einsitz nehmen.

Vielleicht ist hier noch zu sagen, dass von den Parlamentsdiensten insbesondere dann ein grosser Aufwand geleistet werden muss, wenn es um die Behandlung *parlamentarischer Initiativen* geht. Dies ist insbesondere auf Bundesebene relevant, wo das Instrument grosse Bedeutung hat. Generell wurde gesagt, dass der *Beizug der Verwaltung* sinnvoll ist. Es kann nicht darum gehen, eine Schattenverwaltung aufzubauen, also wir können nicht als Parlamentsdienste quasi nochmals dasselbe Know-how aufbauen, das in der Verwaltung vorhanden ist. Es ist auch ein gewisses Vertrauen notwendig. Auf der anderen Seite brauchen wir aber auch unabhängigen Sachverstand, sonst können Milizparlamentarier nicht aufgrund einer objektiveren Grundlage entscheiden.

Auch die *Protokollführung* wird unterschiedlich gehandhabt: Es gibt Protokollführer, es gibt aber auch die Variante, dass das Sekretariat oder die wissenschaftlichen Mitarbeiter das Protokoll führen. Die Form des Protokolls ist unterschiedlich je nach Parlament. In der Regel bildet das Protokoll die Basis des Berichts. Der Bericht wird entweder vom Präsidenten oder der Präsidentin geschrieben oder auch vom Parlamentsdienst. Es gibt auch die Variante, dass der Bericht aus dem Departement kommt, wobei das Kommissionspräsidium noch unterschreibt.

Zusammenfassend ist für uns eigentlich die Frage wichtig: «Braucht ein Milizparlament einen unabhängigen oder einen professio-



nellen Parlamentsdienst?» Fazit ist, die Milizparlamentarier brauchen Informationen, sie brauchen verschiedene Informationen, um eine genügend objektive Grundlage zu haben, um ihren Entscheid zu fällen. Deshalb sind verschiedene Informationsquellen wichtig. Es sollte darum gehen, den Milizparlamentariern eine Grundlage zu bieten, sei es durch das Zusammentragen der Informationen oder durch Vorschlägen entsprechender Experten usw.

Professionalisierte und unabhängige Parlamentsdienste wurden als Voraussetzung bezeichnet, um dem Prinzip der Gewaltenteilung gerecht zu werden. Ein starker Parlamentsdienst wird gebraucht, um unabhängige Entscheide der Parlamentarier zu gewährleisten. Was aber vielleicht auch noch zu sagen ist: Der Parlamentsdienst darf nicht für die Parlamentarier entscheiden. Die Entscheide müssen von den Politikern gefällt werden.

#### **Atelier 4: Le service parlementaire et l'administration: comment transformer les adversaires présumés en partenaires?**

#### **Workshop 4: Der Parlamentsdienst und die Verwaltung: wie werden aus vermeintlichen Gegenspielern Partner?**

*Roger Nobs, Leiter Kanzleidienste, Kanton Appenzell-Ausserrhodod, Berichterstatter Atelier 4:*

Die *erste These* wäre: Die Parlamentsdienste müssen eine fachliche Kompetenz aufbauen in einem bestimmten Bereich und müssen diese Kompetenz kennen, um sich dann gegenüber der Verwaltung klar abgrenzen zu können und gewissermassen auch Respekt zu erhalten. Beispiele für solche Kompetenzen wären etwa in Fragen des Verfahrens, des Parlamentsrechts oder in Fragen der Geschäftsplanung und der Traktandierung. Diese These ist unbestritten geblieben. Als wichtig hat man hier erachtet, dass diese Kompetenz erstens proaktiv ausgeübt wird, also dass man auf die Leute in der Verwaltung zugeht, dass sie in kooperativer Weise ausgeübt wird, um den Respekt zu erhalten und sich zu erarbeiten und dass man, wie immer wenn man besondere Kompetenzen hat, damit auch verantwortlich umgeht und die Kompetenzen mit einer gewissen Redlichkeit ausübt.

Diese Kompetenz ist auch gegenüber den Mitgliedern des Parlaments zu wahren. Die Abgrenzung gegenüber den Mitgliedern des Parlaments ist ebenso wichtig wie jene gegenüber der Verwaltung.

*These zwei* lautete, dass ein besonderes Vertrauensverhältnis zwischen den Parla-

mentsdiensten und der Verwaltung notwendig ist. Es braucht Ansprechpartner in der Verwaltung. Auch diese These wurde im grossen und ganzen nicht bestritten. Es wurde eher darüber diskutiert, wie dieses Vertrauensverhältnis aufgebaut werden kann. Es ist nahe liegend, dass es eigentlich nur über persönliche Kontakte geht, über die persönliche Ebene. Die Parlamentsdienste üben in diesem Sinne eine Mittlerfunktion aus zwischen Verwaltung und Parlament. Man hat dann herausgefunden, dass in gewissen Kantonen diese Mittlerfunktion festgehalten wird, also dass der persönliche Austausch auch in Rechtsgrundlagen festgehalten ist, dass beispielsweise institutionalisierte Sitzungen zwischen Staatskanzlei und Leiter Parlamentsdienst stattfinden. Und auch bei diesem Vertrauensverhältnis wurde festgehalten, dass letztendlich alle in einem Boot sitzen: Man möchte die Dossiers voranbringen und man hat ja schliesslich auch keine andere Wahl als miteinander zusammenzuarbeiten. Verwaltung und Parlamentsdienst sind eben nur vermeintliche Gegenspieler, meistens sind sie Partner.

Die *dritte These* schliesslich lautete: Parlamentsdienste haben insofern einen Vorteil gegenüber der Verwaltung, weil sie sehr nahe bei der Politik sind. Diese Politiknähe müssen sie auch ausspielen können, wenn es zu Konflikten kommt mit der Verwaltung. Diese These wurde im Grundsatz bestätigt, d. h., es ist theoretisch möglich, dass man diese politische Nähe ausspielt. Wenn es beispielsweise um Konflikte um die Herausgabe von Dokumenten geht, dann kann das über die Kommissionspräsidenten oder Parlamentspräsidenten eskaliert werden. Es wurde dann aber auch klar festgehalten, dass dies eigentlich nicht der richtige Weg sei, sondern man muss das über die persönlichen Verhältnisse zu lösen versuchen. Ein solches Ausspielen sollte nur das letzte Mittel sein, wenn es anders nicht funktioniert.



# Neues Proporzverfahren in Basel-Stadt

**Der Basler Grosse Rat hat in den vergangenen Monaten gleich zwei wichtige Neuerungen in eigener Sache beschlossen. Zuerst schuf er die Grundlagen für eine gerechte und möglichst konfliktfreie Zuteilung von Kommissionssitzen auf die einzelnen Fraktionen und danach legte er für seine eigene Wahl ein neues Proporzverfahren fest. Dabei wurde das seit über 100 Jahren geltende «Hagenbach-Bischoff-Verfahren» (auch als Nationalratsproporz bekannt und in den meisten Kantonen Basis für die Sitzverteilung) durch das «gerechtere» Sainte-Laguë-Verfahren abgelöst, welches die kleinen Parteien nicht mehr systematisch benachteiligt.**

Ausgelöst wurde der politisch-mathematische Innovationsschub durch einen Streit zu Beginn der laufenden Legislaturperiode im Februar 2009.

Der 100 Mitglieder zählende Grosse Rat verfügt neben dem Ratsbüro über 13 ständige Kommissionen. Zwei Oberaufsichtskommissionen und sieben Sachkommissionen haben je 11 Mitglieder, vier weitere Kommissionen mit besonderen Aufgaben zählen je neun Mitglieder. Bei den Grossratswahlen im Herbst 2008 erzielte eine Fraktion A 14 Sitze, eine ihr politisch entgegen gesetzte Fraktion B erreichte 13 Sitze. Der Zuteilungsschlüssel (Bruchzahlverfahren) wies der Fraktion A je zwei Sitze zu, der Fraktion B dagegen nur je einen Sitz. Wenige Tage vor der konstituierenden Sitzung erhielt die Fraktion B zudem Zuwachs durch einen Fraktionswechsel aus einer Kleinstpartei, so dass A und B nun gleich stark waren und eigentlich über den gleichen Sitzanspruch in den Kommissionen verfügten (je 1.5 Sitze). Der Grosse Rat honorierte diesen Fraktionswechsel aber nicht und wählte während zwei Sitzungstagen in geheimen Wahlen bei höchstmöglicher Präsenz und knappsten Wahlergebnissen je zwei Vertreter der Fraktion A und je einen Vertreter der Fraktion B in die 11-er-Kommissionen.

Die Fraktion B focht das Ergebnis dieser Wahlen vor den zuständigen Gerichten an, welche jedoch auf die Beschwerde nicht eintraten. Der Grosse Rat setzte wenige Wochen später eine Spezialkommission ein (13 Mitglieder!) und beauftragte diese, Vorschläge zu unterbreiten, um künftig derart kritische Situationen gar nicht erst entstehen zu lassen.

Einige Monate später erteilte der Rat der Kommission zusätzlich den Auftrag, das Wahlverfahren für den Grossen Rat selber

unter die Lupe zu nehmen und Verbesserungen zu prüfen, um unter anderem die systematische Benachteiligung kleiner Parteien zu entschärfen.

## Neuer Kommissionenschlüssel

Die Spezialkommission arbeitete intensiv und hat die ihr gestellten Aufträge nicht auf die leichte Schulter genommen. Sie lud Vertreter anderer Kantonsparlamente ein und hörte diverse Wahlrechtsexperten an. Neben einer möglichst «gerechten» Verteilung war auch der umfassenden Einbindung aller Fraktionen in die Kommissionsarbeit (Schutz der Minderheiten) Rechnung zu tragen. Diverse Möglichkeiten (ein garantierter Sitz für jede Fraktion in jeder Kommission, Beobachterstatus) wurden nach eingehender Prüfung verworfen. Die Spezialkommission entschied sich für folgendes Vorgehen zur Bestellung der Kommissionssitze und der Grosse Rat folgte ihr in allen Anträgen:

- Die Grösse der Sach- und Oberaufsichtskommissionen wird von 11 auf 13 Mitglieder erhöht.
- Die Gesamtzahl der Sitze in den 13-er Kommissionen und in drei 9-er Kommissionen wird proportional auf alle Fraktionen aufgeteilt (eine weitere 9-er-Kommission wird aus besonderen Gründen nach einem anderen System zusammengesetzt).
- Jede Fraktion erhält in jeder Kommission zunächst so viele Sitze zugeteilt, wie ihr auf eine ganze Zahl abgerundet zustehen.
- Auf die verbleibenden Sitze können die Fraktionen nach einer durch das Reglement genau bestimmten Reihenfolge Anspruch erheben, wobei zuerst diejenigen Fraktionen auswählen können, welche bei der Grundzuteilung leer ausgegangen sind. Damit soll verhindert werden, dass für die kleinen Fraktionen nur «minder attraktive» Kommissionssitze verbleiben. Das von Grossrat Philippe Macherel entwickelte Verfahren wurde in § 43a der Ausführungsbestimmungen zum Gesetz über die Geschäftsordnung festgeschrieben (siehe Kasten). Es erlaubt eine transparente und weitgehend willkürfreie Zuteilung der Kommissionsmandate bei unterschiedlicher Zusammensetzung der einzelnen Kommissionen.

Die Zuteilung der Sitze in den Kommissionen wird anhand der Fraktionsstärken vorgenommen, wie sie am Jahresende vor der Konstituierung (erste Hälfte Februar) des Rates bekannt ist. Die Zuteilung

bleibt unabhängig von allfälligen Fraktionsübertritten bis zum Ende der Legislaturperiode bestehen.

Ausserdem wurde festgelegt, dass ein Ratsmitglied mit dem Austritt (oder Ausschluss) aus einer Fraktion automatisch seine Kommissionsmitgliedschaften verliert.

### § 43a (neu) der Ausführungsbestimmungen zum Gesetz über die Geschäftsordnung des Grossen Rates Basel-Stadt

<sup>1</sup> Für jede Fraktion wird der Gesamtanspruch der Sitze in den Kommissionen nach dem Bruchzahlverfahren berechnet.

<sup>2</sup> Anschliessend wird für jede Fraktion der Sitzanspruch in den einzelnen Kommissionen nach dem Bruchzahlverfahren berechnet. Die Ganzzahl dieses Ergebnisses entspricht der Anzahl der Basissitze der einzelnen Fraktionen in jeder Kommission.

<sup>3</sup> Die Differenz zwischen der Summe der Basissitze und dem Gesamtanspruch entspricht der Anzahl Zusatzsitze.

<sup>4</sup> Verfahren der Verteilung der Zusatzsitze:

a) In jeder Kommission darf maximal ein Zusatzsitz pro Fraktion beansprucht werden.

b) Haben mehrere Fraktionen aufgrund des gleichen Quotienten den gleichen Anspruch auf den nächsten Zusatzsitz, entscheidet das Los.

c) Die Zusatzsitze der Fraktionen ohne Basissitze und mit Basissitzen werden getrennt verteilt.

d) Die Fraktionen ohne Basissitze belegen ihre Zusatzsitze im Turnus der Reihenfolge des Rests des Bruchzahlverfahrens bei der Berechnung des Anspruches pro Kommission.

e) Die Fraktionen mit Basissitzen belegen anschliessend ihre Zusatzsitze anhand einer Liste, die gemäss lit. d) erstellt wurde. Diese Liste wird in umgekehrter Reihenfolge abgearbeitet.

<sup>5</sup> Bei Unklarheiten können die verbleibenden Sitze in Absprache zwischen den beteiligten Fraktionen verteilt werden. Ansonsten entscheidet der Grosse Rat mit zwei Dritteln der Stimmen auf Antrag des Ratsbüros.



## Sainte-Laguë-Verfahren für die Wahl des Grossen Rates

Der Grosse Rat des Kantons Basel-Stadt wird in fünf Wahlkreisen gewählt. Die drei Wahlkreise der Stadt Basel sind mit 26, 27 und 35 Mitgliedern für schweizerische Verhältnisse sehr gross. Der Wahlkreis der Gemeinde Riehen kann elf Mitglieder abordnen und der kleine Wahlkreis Bettingen hat einen garantierten Anspruch von einem Mitglied. Eine politische Partei (Liste) wurde bei den Wahlen in den Grossen Rat bisher nur dann zur Sitzverteilung zugelassen, wenn sie in mindestens einem der Wahlkreise einen Stimmenanteil von 5 Prozent erreichte. Listenverbindungen waren zugelassen, nicht aber Unterlistenverbindungen.

Mit einem nach den letzten Wahlen eingereichten Vorstoss wurde ein gerechteres Wahlsystem angeregt und die Einführung des neuen Zürcher Zuteilungsverfahrens (*Doppelter Pukelsheim*) propagiert.

Das bisher angewendete *Hagenbach-Bischoff-Verfahren* war eine elegante Abkürzung des durchschaubaren, aber etwas aufwändigen Verfahrens nach D'Hondt. Der Physiker Prof. Eduard Hagenbach-Bischoff war 1876 und 1885 Basler Grossratspräsident und kämpfte bereits 1875 bei der Ausarbeitung der ersten Verfassung des modernen Stadtstaates für sein Proporzsystem. Erst 1905 führte Basel als einer der ersten Kantone das Proporzwahlssystem nach Hagenbach-Bischoff ein. Seit 1919 wird auch der Nationalrat nach diesem Verfahren gewählt und die meisten Kantone haben die bewährte Methode ebenfalls übernommen.

Die Verfahren von D'Hondt und Hagenbach-Bischoff beruhen aber auf dem Prinzip, dass die Mandate fortlaufend jenen Parteien zukommen, die durch ein weiteres Mandat prozentual am wenigsten übervertreten werden. Das kann – aufkumuliert über mehrere Wahlkreise – zu beträchtlichen Benachteiligungen der kleinen Parteien zugunsten der stärkeren Gruppierungen führen.

Der *«Doppelte Pukelsheim»*, benannt nach dem Augsburger Mathematiker Prof. Friedrich Pukelsheim, kommt derzeit in den Kantonen Zürich, Aargau und Schaffhausen zum Einsatz. Es ist nachweisbar das gerechteste Verfahren zur Abbildung der Parteienstärke in den Parlamenten, hat aber den Nachteil, dass es aufgrund seiner Komplexität für die Wahlberechtigten kaum mehr nachvollziehbar ist und die Wahlkreise eine eher untergeordnete Rolle spielen.

Das *Sainte-Laguë-Verfahren* wird beim Deutschen Bundestag seit dreissig Jahren für die Bestellung der Ausschüsse angewendet und in den letzten Jahren haben mehrere

deutsche Bundesländer – zuletzt Baden-Württemberg – ihre Parlamente nach diesem System bestimmt. Auch die Grundzuteilung beim *«Doppelten Pukelsheim»* basiert auf dem *Sainte-Laguë-Verfahren*. Es handelt sich dabei um eine Variante des *Hagenbach-Bischoff-Verfahrens*, bei welcher allerdings die Zuteilung der Restmandate nicht die grossen Parteien bevorzugt. Die Kommission entschied sich nach Abwägung der Vor- und Nachteile aller untersuchten Systeme, für den *«Sainte-Laguë»*. Damit kommt dieses Verfahren erstmals in der Schweiz zur Anwendung. Mechanisch unterscheidet sich die Methode vom Prinzip *Hagenbach-Bischoff* vor allem dadurch, dass die Quotienten für die Zuteilung der Restmandate mit der *«verdoppelten Zahl der bereits verteilten Mandate plus eins»* berechnet werden und nicht bloss mit der *«Zahl der bereits verteilten Mandate plus eins»*. Die kleine Änderung (ein zusätzliches Wort im Wahlgesetz) führt zu einer Verteilung, welche dem *Pukelsheim* oder dem *Bruchzahlverfahren* (kaufmännische Rundung) sehr nahe kommt, jedoch für die Wahlberechtigten einfach nachvollziehbar ist.

## Weitere Neuerungen im Wahlgesetz

Neben der Einführung des *Sainte-Laguë-Verfahrens* wurden vom Grossen Rat folgende von der Kommission vorgeschlagene Neuerungen beschlossen:

- Die Sperrklausel wird neu auf jeden Wahlkreis einzeln angewendet, jedoch auf vier Prozent gesenkt (bisher fünf Prozent in mindestens einem Wahlkreis).
  - Listenverbindungen sind ausgeschlossen.
- Die beschlossenen Änderungen sind am 23. Juli 2011 mit Ablauf der Referendumsfrist rechtskräftig geworden und kommen erstmals bei den Grossratswahlen im Herbst 2012 zur Anwendung.

## Fazit

Abschliessend lässt sich festhalten, dass die Spezialkommission trotz der schwierigen Materie und der eigenen Betroffenheit den Überblick behalten hat und mit viel Fingerspitzengefühl einen ausgewogenen Vorschlag ausgearbeitet hat. Der verabschiedete Kompromiss sorgt nun für eine gerechtere Zuteilung der Wahl in den Grossen Rat und in die Kommissionen – dies soll in erster Linie den Wählenden entgegenkommen!

## Dokumentation

Kommissionenschlüssel:

Bericht 11.5104.01

[www.grosserrat.bs.ch/?gnr=11.5104](http://www.grosserrat.bs.ch/?gnr=11.5104)

Proporzverfahren:

Bericht 09.1775.02

[www.grosserrat.bs.ch/?gnr=09.1775](http://www.grosserrat.bs.ch/?gnr=09.1775)

Dr. iur. Tanja Soland, Präsidentin der Spezialkommission des Grossen Rates  
E-Mail: [tanja.soland@gmail.com](mailto:tanja.soland@gmail.com)





# Kantonsrat Zürich: Auswertung der Daten der elektronischen Abstimmungsanlage

Die Bundesversammlung steht oftmals im Fokus der schweizerischen Parlamentsforschung. Einerseits hat dies mit den zentralen politischen Entscheiden zu tun, welche die Bundesversammlung fällt; andererseits aber auch mit der Möglichkeit, durch die grosse Parlamentsverwaltung wesentliche statistische Daten der Wissenschaft elektronisch zur Verfügung stellen zu können. Die Kantone und Gemeinden mit ihren unzähligen und sehr eigenen Parlamenten können da nicht mithalten und die Quellenforschung gestaltet sich oftmals mühsam.

Die Aufarbeitung von statistischen Daten ist aber nicht nur für die Forschung von Bedeutung, sondern sie ist auch ein wichtiges Steuerungsmittel für die Parlamente selbst. Die Geschäftsleitung des Kantonsrates Zürich hat deshalb beschlossen, ab der neuen Legislatur (2011–2015) alle Abstimmungsdaten der elektronischen Abstimmungsanlage durch das Politologische Institut der Universität Zürich auswerten zu lassen. Der Vertrag sieht vor, dass das Institut jährlich der Geschäftsleitung über die Fraktionsdisziplin im Kantonsrat sowie über die Fraktionsdisziplin im Kantonsrat gegenüber den einzelnen Regierungsräten Bericht erstattet. Zudem kann das Institut die Abstimmungsdaten für weitere Forschungen verwenden.

Gleichzeitig ist die Präsenz der Ratsmitglieder während den Kantonsratssitzungen differenzierter auszuwerten. Die bisherige Statistik, die auf der Auszahlung von Sitzungsgeldern aufbaut, soll durch eine Statistik der realen Präsenz abgelöst werden. Damit wird sich wohl in Zukunft die hohe durchschnittliche Präsenz der Ratsmitglieder (95% Anwesenheit) um ein oder zwei Prozentpunkte verbessern.

Nach vier Jahren wird die Geschäftsleitung prüfen, ob und in welcher Form das Abstimmungsverhalten weiter ausgewertet werden soll. Gleichwohl stellt aber bereits diese Pilotphase ein erster Schritt dar, die kantonale parlamentarische Politik der Öffentlichkeit und der Wissenschaft zugänglicher zu machen.

Moritz von Wyss  
Leiter Parlamentsdienste  
Kantonsrat Zürich  
E-Mail: moritz.vonwyss@pd.zh.ch



Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen  
Société suisse pour les questions parlementaires  
Società svizzera per le questioni parlamentari

Glarus, 1. Juli 2011

**Einladung zur Jahrestagung 2011  
der Schweizerischen Gesellschaft für Parlamentsfragen (SGP)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen und der Landrat des Kantons Glarus laden Sie herzlich zur diesjährigen Jahrestagung vom **9. und 10. September 2011** in Glarus ein. Die Veranstaltung ist öffentlich und soll Parlamentsmitglieder, Parlamentsfachleute und an Parlamentsfragen Interessierte aus der ganzen Schweiz vereinen.

Das Thema der Versammlung „**Gemeindeparlamente oder Gemeindeversammlung?**“ wird im Kanton Glarus, welcher nach der Gemeindestrukturereform seit 1. Januar 2011 nur noch aus drei Gemeinden besteht, davon eine mit einem Parlament, sicher für interessante und spannende Diskussionen sorgen. Die Impulsreferate zum Thema werden Prof. Dr. Andreas Ladner, Leiter ID-HEAP, Uni Lausanne, Regierungsrätin Marianne Dürst Benedetti, Vorsteherin des Departements Volkswirtschaft und Inneres des Kantons Glarus, und Eric Golaz, Chef de Service des Communes et des Relations Institutionnelles, halten. Anschliessend folgt eine offene Diskussion unter der Leitung von Ständerat Claude Janiak, Präsident der SGP. Wir freuen uns auf eine interessante Tagung.

Am Vorabend (Freitag, 9. September 2011) ist ein Besuch des Landesplattenbergs in Engi ([www.plattenberg.ch](http://www.plattenberg.ch)) mit anschliessendem Nachtessen im Berggasthaus Schwammhöhe in Glarus ([www.schwammhoehe.ch](http://www.schwammhoehe.ch)) vorgesehen.

Bitte melden Sie sich mit beiliegendem Anmeldetalon oder über Internet ([www.sgp-ssp.net](http://www.sgp-ssp.net)) bis am **10. August 2011** (mit Übernachtung) bzw. **26. August 2011** (ohne Übernachtung) an. Weitere Einzelheiten entnehmen Sie bitte dem ebenfalls beiliegenden Programm.

Wir freuen uns auf Ihre Teilnahme.

Freundliche Grüsse

Der Präsident der SGP

Ständerat Claude Janiak

Der Landratspräsident Kanton Glarus

Matthias Auer



Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen  
Société suisse pour les questions parlementaires  
Società svizzera per le questioni parlamentari

Glaris, le 1<sup>er</sup> juillet 2011

**Invitation à l'Assemblée générale annuelle 2011  
de la Société suisse pour les questions parlementaires**

Madame, Monsieur,

Le Grand Conseil du canton de Glaris et la Société suisse pour les questions parlementaires (SSP) ont le plaisir de vous convier à l'Assemblée générale annuelle de cette dernière, qui se tiendra les **9 et 10 septembre 2011** à Glaris. La manifestation sera publique et rassemblera des parlementaires, des spécialistes du pouvoir législatif et des personnes s'intéressant aux questions parlementaires de toute la Suisse.

La rencontre, consacrée au thème « **Parlements communaux ou assemblées communales ?** », aura lieu dans le canton de Glaris qui, après la réforme de la structure communale achevée le 1<sup>er</sup> janvier 2011, ne se compose plus que de trois communes, dont une qui abrite un parlement. Les exposés introductifs seront présentés par M. Andreas Ladner, responsable d'unité à l'IDHEAP, Mme Marianne Dürst Benedetti, conseillère d'État en charge du département de l'économie publique et de l'intérieur du canton de Glaris et M. Eric Golaz, chef du Service des communes et des relations institutionnelles du canton de Vaud. Ensuite aura lieu un débat animé par le conseiller aux États Claude Janiak, président de la SSP. La discussion s'annonce passionnante !

Le **soir du vendredi 9 septembre 2011**, une visite d'une ancienne mine d'ardoise, à Engi ([www.plattenberg.ch](http://www.plattenberg.ch)), est prévue. À l'issue de cette visite, nous partagerons un repas au restaurant « Schwammhöhe », à Glaris ([www.schwammhoehe.ch](http://www.schwammhoehe.ch)). Vous trouverez de plus amples informations dans le programme en annexe.

Nous vous saurions gré de confirmer votre présence à l'aide du bulletin d'inscription, également en annexe, ou directement via Internet, à l'adresse [www.sgp-ssp.net](http://www.sgp-ssp.net), d'ici au **10 août 2011** (si vous réservez une chambre d'hôtel) ou au **26 août 2011**.

Nous réjouissant d'ores et déjà de vous rencontrer à cette occasion, nous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Le président de la SSP

Claude Janiak, conseiller aux États

Le président du Grand Conseil du canton de Glaris

Matthias Auer



Schweizerische Gesellschaft für Parlamentsfragen  
Société suisse pour les questions parlementaires  
Società svizzera per le questioni parlamentari

Glarona, 1° luglio 2011

**Invito all'Assemblea generale 2011  
della Società svizzera per le questioni parlamentari (SSP)**

Gentili Signore, Egregi Signori,

la Società svizzera per le questioni parlamentari e il *Landrat* (Consiglio di Stato) del Cantone di Glarona hanno il piacere di invitarvi all'Assemblea generale 2011, che avrà luogo **il 9 e il 10 settembre 2011** a Glarona. L'Assemblea è pubblica e offrirà l'occasione di riunirsi a deputati, a esperti di questioni parlamentari e a chiunque si interessi dell'argomento, in provenienza da tutta la Svizzera.

L'argomento all'ordine del giorno, **«Consigli comunali o Assemblea comunale?»**, sarà sicuramente oggetto di un interessante e intenso dibattito nel Cantone di Glarona che, dopo la riforma delle strutture comunali, dal 1° gennaio 2011 è composto da soli tre Comuni, di cui uno con un parlamento elettivo. Gli interventi programmati sul tema saranno tenuti dal prof. dott. Andreas Ladner, direttore dell'IDHEAP («Institut de hautes études en administration publique») dell'Università di Losanna, dalla consigliera di Stato Marianne Dürst Benedetti, responsabile del Dipartimento dell'economia pubblica e dell'interno del Cantone di Glarona e da Eric Golaz, capo del «Service des Communes et des Relations Institutionnelles». Seguirà una discussione pubblica diretta dal consigliere agli Stati Claude Janiak, presidente della SSP. Ci auguriamo che l'Assemblea generale offra spunti interessanti.

Alla vigilia dell'Assemblea (venerdì 9 settembre 2011) è prevista una visita al «Landesplattenberg Engi» ([www.plattenberg.ch](http://www.plattenberg.ch)) con successiva cena al «Berggasthaus Schwammhöhe» a Glarona ([www.schwammhoehe.ch](http://www.schwammhoehe.ch)).

Vi invitiamo a iscrivervi compilando il modulo allegato e rinviandolo entro il **10 agosto 2011**, in caso di pernottamento, altrimenti entro il **26 agosto 2011**. Potete scaricare il modulo d'iscrizione anche dal nostro sito internet ([www.sgp-ssp.net](http://www.sgp-ssp.net)) o iscrivervi direttamente on line. Per ulteriori dettagli vogliate consultare il programma allegato.

Rallegrandoci sin d'ora di potervi accogliere a Glarona, vi porgiamo i nostri più distinti saluti.

Il presidente della SSP

Claude Janiak, consigliere agli Stati

Il presidente del Consiglio di Stato del Cantone di Glarona

Matthias Auer

Parlamentdienste des Kantonsrates Zürich, 8090 Zürich - Service du Parlement du canton de Zurich, 8090 Zurich - Servizi del Parlamento del cantone di Zurigo, 8090 Zurigo - Tel. 043 259 20 07 - Fax 043 259 51 88 - E-Mail: [moritz.vonwyss@pd.zh.ch](mailto:moritz.vonwyss@pd.zh.ch)





# Korrespondenten Correspondents Corrispondenti

## Bund

### Bundesversammlung

Ruth Lüthi, stv. Sekretärin der Staatspolitischen Kommissionen, Parlamentsdienste der eidg. Räte, 3003 Bern, T: 031 322 98 04, F: 032 322 98 67, E: ruth.luethi@parl.admin.ch

## Kantone – Cantons – Cantoni

### Kantonsrat Zürich

Moritz von Wyss, Leiter Parlamentsdienste Kantonsrat Zürich, Postfach, 8090 Zürich, T: 043 259 20 07, F: 043 259 51 88, E: moritz.vonwyss@pd.zh.ch

### Grosser Rat Bern – Grand Conseil Berne

Patrick Trees, Ratssekretär, Postgasse 68, 3000 Bern 8, T: 031 633 75 82, F: 031 633 75 88, E: patrick.trees@sta.be.ch

### Grosser Rat Luzern

Stefano Cocchi, Leiter Kommissionendienst, Staatskanzlei, Bahnhofstrasse 15, 6002 Luzern, T: 041 228 51 10, E: stefano.cocchi@lu.ch

### Landrat Uri

Kristin Arnold Thalmann, Landratssekretärin, Rathaus, 6460 Altdorf, T: 041 875 20 06, F: 041 870 66 51, E: kristin.arnold@ur.ch

### Kantonsrat Schwyz

Mathias Brun, Staatsschreiber, Staatskanzlei, 6431 Schwyz, T: 041 819 11 24, F: 041 819 26 19, E: mathias.brun@sz.ch

### Kantonsrat Obwalden

Nicole Frunz Wallimann, Ratssekretärin, Ratssekretariat Kantonsrat, Rathaus, Postfach 1562, 6061 Sarnen, T: 041 666 62 02, F: 041 660 65 81, E: nicole.frunz@ow.ch

### Landrat Nidwalden

Armin Eberli, Landratssekretär, Regierungsgebäude, Postfach, 6371 Stans, T: 041 618 79 01, F: 041 618 79 11, E: armin.eberli@nw.ch

### Landrat Glarus

Hansjörg Dürst, Ratsschreiber, Regierungskanzlei des Kantons Glarus, 8750 Glarus, T: 055 646 69 66, F: 055 646 32 91, E: hansjoerg.duerst@gl.ch

### Kantonsrat Zug

Dr. Tino Jorio, Landschreiber, Postfach 156, 6301 Zug, T: 041 728 33 11, F: 041 728 37 01, E: tino.jorio@allg.zg.ch

### Grand Conseil Fribourg – Grosser Rat Freiburg

Mireille Hayoz, Secrétaire générale du Grand Conseil, Rue de la Poste 1, 1701 Fribourg, T: 026 350 10 52, F: 026 305 10 49, E: HayozMi@fr.ch

### Kantonsrat Solothurn

Fritz Brechbühl, Sekretär des Kantonsrates, Rathaus, 4500 Solothurn, T: 032 627 20 79, E: fritz.brechbuehl@sk.so.ch

### Grosser Rat des Kantons Basel-Stadt

Thomas Dähler, Leiter Parlamentsdienst, Rathaus, 4001 Basel, T: 061 267 40 15 F: 061 267 60 09, E: thomas.daehler@bs.ch

### Landrat Basel-Landschaft

Alex Klee, Leiter Parlamentsdienst, Landeskanzlei Basel-Landschaft, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal, T: 061 552 50 27, F: 061 552 69 65, E: alex.klee@bl.ch

### Kantonsrat Schaffhausen

Erna Frattini, Kantonsratssekretärin, Ringkengässchen 18, 8200 Schaffhausen, T: 052 632 73 63, F: 052 632 70 69, E: erna.frattini@ktsh.ch

### Grosser Rat Appenzell IR

Markus Dörig, Ratsschreiber, Rathaus, Marktgasse 2, 9050 Appenzell, T: 071 788 93 11, F: 071 788 93 39, E: markus.doerig@rk.ai.ch

### Kantonsrat Appenzell AR

Martin Birchler, Ratschreiber, Kantonskanzlei, 9102 Herisau, T: 071 353 61 11, F: 071 353 12 77, E: martin.birchler@ar.ch



#### **Kantonsrat St. Gallen**

Georg Wanner, Leiter Rechtsdienst, Staatskanzlei, Regierungsgebäude, Postfach, 9001 St. Gallen, T: 071 229 32 56, F: 071 229 39 55, E: georg.wanner@sg.ch

#### **Grosser Rat Graubünden**

Domenic Gross, Leiter Ratssekretariat, Staatskanzlei Graubünden, 7001 Chur, T: 081 257 22 32, F: 081 257 21 88, E: ratssekretariat@staka.gr.ch

#### **Grosser Rat Aargau**

Adrian Schmid, Leiter Parlamentsdienst, Regierungsgebäude, 5001 Aarau, T: 062 835 13 60, F: 062 835 13 59, E: adrian.schmid@ag.ch

#### **Grosser Rat Thurgau**

Ricarda Zurbuchen, Leiterin Parlamentsdienste, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld, T: 052 724 23 49, F: 052 724 29 58, E: ricarda.zurbuchen@tg.ch

#### **Gran Consiglio Ticino**

Rodolfo Schnyder, Segretariato del Gran Consiglio, Palazzo governativo, 6510 Bellinzona, T: 091 814 43 25, E: rodolfo.schnyder@ti.ch

#### **Grand Conseil Vaud**

Olivier Rapin, Secrétaire général du Grand Conseil, Grand Conseil, Place du château 6, 1014 Lausanne, T: 021 316 05 11, F: 021 316 40 19, E: olivier.rapin@vd.ch

#### **Grand Conseil Valais – Grosser Rat Wallis**

Fernande Melly-Fux, adjointe, Service parlementaire, Grand-Pont 4, 1950 Sion, T: 027 606 21 85, E: fernande.melly-fux@admin.vs.ch

#### **Grand Conseil Neuchâtel**

Janelise Pug, cheffe du service du Grand Conseil, Château, 2000 Neuchâtel, T: 032 889 40 15, E: Janelise.Pug@ne.ch

#### **Grand Conseil Genève**

Maria Anna Hutter, Sautière, Rue de l'Hôtel de Ville, 1211 Genève 3, T: 022 327 22 07, F: 022 327 06 06, E: maria-anna.hutter@etat.ge.ch

#### **Parlament Jura**

Jean-Baptiste Maître, secrétaire du Parlament, Parlament de la République et Canton du Jura, Hôtel du Parlament, Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont, T: 032 420 72 22/23, F: 032 420 72 21, E: jean-baptiste.maitre@jura.ch

### **Gemeinden – Communes – Comuni**

#### **Stadt Baden**

Heinz Kubli, Stadtschreiber, Stadthaus, Rathausgasse 1, 5401 Baden, T: 056 200 82 05, F: 056 200 83 26, E: heinz.kubli@baden.ag.ch

#### **Stadt Bern**

Bettina Kläy, Ratssekretariat; Morellhaus, Postgasse 14, Postfach, 3000 Bern 8, T: 031 321 79 20, F: 031 321 79 22, E: ratssekretariat@bern.ch

#### **Stadt Biel – Ville de Bienne**

Regula Klemmer, Ratssekretärin, Ratssekretariat des Stadtrates, Mühlebrücke 5a, 2502 Biel-Bienne, T: 032 326 11 73, F: 032 326 11 92, E: regula.klemmer@biel-bienne.ch

#### **Stadt Büllach**

Denise Meyer, Ratssekretärin, Marktgasse 28, 8180 Büllach, T: 044 863 11 26, F: 044 863 11 33, E: info.stadt@buelach.ch

#### **Gemeinde Davos**

Michael Straub, Landschreiber, Berglistutz 1, Postfach, 7270 Davos Platz 1, T: 081 414 32 22, F: 081 414 33 88, E: michael.straub@davos.gr.ch

#### **Stadt Dietikon**

Daniel Müller, Stadtschreiber Stv., Bremgartnerstrasse 22, 8953 Dietikon, T: 044 744 36 26, E: daniel.mueller@dietikon.ch

#### **Ville de Genève**

Marie-Christine Cabussat, Cheffe du Secrétariat du Conseil municipal, Rue de la Croix Rouge 4, 1204 Genève, T: 022 418 29 66, E: info-cm@ville-ge.ch

#### **Stadt Gossau**

Toni Inauen, Stadtschreiber, Stadtkanzlei, Rathaus, 9201 Gossau, T: 071 388 41 11, E: toni.inauen@stadtgossau.ch

#### **Gemeinde Köniz**

Verena Remund-von Känel, Parlamentssekretärin, Direktion Präsidiales und Finanzen, Fachstelle Parlament, Landorfstr. 1, 3098 Köniz, T: 031 970 92 06, F: 031 970 92 17, E: verena.remund@koeniz.ch



**Stadt Kreuzlingen**

Thomas Niederberger, Stadtschreiber der Stadt Kreuzlingen und Sekretär des Gemeinderates, Stadtkanzlei, Hauptstrasse 62, 8280 Kreuzlingen, T: 071 677 62 10, F: 071 671 11 30, E: thomas.niederberger@kreuzlingen.ch

**Ville de Lausanne**

Frédéric Tétaz, Secrétaire du Conseil communal de Lausanne, Hôtel de Ville, Pl. de la Palud 2, 1003 Lausanne, T: 021 315 21 01, F: 021 315 20 02, E: frederic.tetaz@lausanne.ch

**Stadt Luzern**

Hans Büchli, Leiter Sekretariat Grosser Stadtrat, Hirschengraben 17, 6002 Luzern, T: 041 208 82 13, F: 041 208 88 77, E: grstr@stadtluzern.ch

**Stadt Opfikon**

Willi Bleiker, Ratssekretär, Stadtverwaltung Opfikon, Oberhauserstrasse, 8152 Opfikon, T: 01 829 82 27, F: 01 829 82 42, E: willi.bleiker@opfikon.ch

**Stadt Thun**

Remo Berlinger, Vize-Stadtschreiber, Rathaus, 3602 Thun, T: 033 225 82 17, E: remo.berlinger@thun.ch

**Stadt Schaffhausen**

Gabriele Behring, Ratssekretärin Grosser Stadtrat Schaffhausen, Stadthaus, 8200 Schaffhausen, T: 052 632 53 14, E: gabriele.behring@stsh.ch

**Stadt St. Gallen**

Manfred Linke, Stadtschreiber, Rathaus, 9001 St. Gallen, T: 071 224 53 22, F: 071 224 57 01, E: manfred.linke@stadt.sg.ch

**Stadt Winterthur**

Marc Bernhard, Ratssekretär Grosser Gemeinderat der Stadt Winterthur, Stadtkanzlei Winterthur, Stadthaus, 8402 Winterthur, T: 052 267 51 58, F: 052 267 59 35, E: marc.bernhard@win.ch

**Stadt Zug**

Arthur Cantieni, Stadtschreiber, Stadthaus, Postfach 1258, 6301 Zug, T: 041 728 21 02, F: 041 728 23 71, E: arthur.cantieni@zug.zg.ch

**Stadt Zürich**

Andreas Ammann, Leiter Parlamentsdienste des Gemeinderates, Stadthausquai 17, Postfach, 8022 Zürich, T: 044 412 31 10, F: 044 412 31 12, E: andreas.ammann@zuerich.ch

**Vorstand SGP – Comité SSP – Comitato SSP**

**Präsident**

Claude Janiak, Ständerat, Binningen

**Vizepräsident**

Thomas Dähler, Leiter Parlamentsdienst, Basel

**Sekretär**

Moritz von Wyss, Leiter Parlamentsdienste des Kantonsrates, Zürich

**Kassiererin**

Margrit Picon-Furrer, députée au Grand Conseil, Sion

**Webmaster**

Fritz Brechbühl, Sekretär des Kantonsrates, Solothurn

Stefano Cocchi, Leiter Kommissionendienst, Luzern

Hansjörg Dürst, Ratsschreiber, Glarus

Maria Anna Hutter, sautière du Grand Conseil, Genève

Regula Klemmer, Ratssekretärin, Biel

Thomas Koch, Grossrat, Bern

Fernande Melly-Fux, service parlementaire du Grand Conseil, adjointe, Sion

Olivier Rapin, Secrétaire général du Grand Conseil du Canton de Vaud

Daniel Reuter, Zürich

Bruno Rickenbacher, ehem. Chef der Parlamentsdienste des Kantonsrates, Zürich

Rodolfo Schnyder de Wartensee, segretario del Gran Consiglio, Bellinzona

